

Fermeture de l'usine de Chandler

Abitibi-Consolidation renie sa signature, selon Québec

SILVIA GALIPEAU
LE DEVOIR

Le gouvernement du Québec est déçu et surtout surpris. Surpris par l'annonce rendue publique jeudi de la fermeture de l'usine Gaspesia à Chandler, malgré l'entente signée en bon et due forme par l'Abitibi Consolidated en mars dernier, dans laquelle la société s'engageait à moderniser l'usine afin de la maintenir en activité. À Québec, on s'interroge: comment l'Abitibi Consolidated peut-elle maintenant revenir sur cette entente, et ce faisant renier sa propre signature?

«On ne comprend pas comment l'Abitibi Consolidated peut justifier de carrément renier sa signature», a dit hier le ministre des Ressources naturelles Jacques Brassard, à la suite d'une rencontre en compagnie du premier ministre Lucien Bouchard avec le président de l'Abitibi Consolidated, John Weaver, le président de Cedrico, Gilles Bérubé, et quelques-uns de leurs collaborateurs.

À l'ordre du jour? Cette «décision-surprise» de l'Abitibi Consolidated. On se souvient que jeudi dernier, la société annonçait la fermeture de l'usine, pour cause de surcapacité dans l'industrie. Elle évoquait aussi des pertes importantes pour justifier le tout.

L'annonce est survenue comme une véritable bombe dans la région qui souffre déjà d'un taux de chômage élevé et dont l'économie, doit-on le rappeler, dépend très fortement de l'activité de l'usine en question. «La perte de 600 emplois directs en Gaspésie équivaut à la perte de presque 50 000 emplois à Montréal», disait dimanche encore, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) Henri Massé.

Pour le gouvernement, cette décision est d'autant plus décevante que la société s'était engagée il y a quelques mois à peine à tout mettre en œuvre pour garder l'usine en activité.

«Groupe de travail»

Dans le document, signé par les trois parties, M. Brassard, M. Weaver et M. Bérubé eux-mêmes, on peut lire: «Les deux parties s'engagent à ne pas démanteler la machine à papier n° 2 (MP2) et à l'entretenir, selon les règles de l'art, pour une période d'au moins 60 mois à compter de la date de clôture de la transaction. Avant l'expiration de cette période, les parties [...] s'engagent à redémarrer la MP2 pour produire un produit autre que du papier journal standard.»

On a même répété à deux reprises: «Un groupe de travail consultatif sera formé [...] pour étudier différents scénarios permettant de créer des emplois dans la région de Chandler.»

Que s'est-il passé depuis cette entente? Qu'évoque la Société comme arguments pour justifier le revirement de sa position? Rien de nouveau. «Ils ont continué de nous fredonner le même refrain, mais ça n'est pas convaincant, comme quoi le marché était engorgé, il y avait surcapacité et les prix étaient bas», a répondu Jacques Brassard.

Selon le ministre, ces explications sont d'autant moins convaincantes que les mêmes conditions existaient déjà lors de la signature: même marché engorgé, mêmes surcapacités. En plus, elles se seraient même améliorées, les prix ayant quelque peu augmenté dernièrement.

L'annonce est d'autant plus inattendue quand on sait qu'elle survient au moment même où les employés de l'usine Gaspesia étaient sur le point d'aboutir à une entente avec Cedrico, impliqué dans le projet de modernisation. Depuis des mois, les employés refusaient de se plier aux exigences de la compagnie, laquelle demandait une diminution de 10 % des salaires et des réductions de 25 % de leurs fonds de pension.

Peut-on croire que l'Abitibi Consolidated a annoncé cette fermeture afin de tordre le bras à ses syndiqués et ainsi leur extirper davantage de concessions? «Je ne sais pas. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'ils étaient à la veille de s'entendre sur de nouvelles conditions. Donc, on est encore plus surpris», a souligné M. Brassard.

En conséquence, le gouvernement est déterminé à réitérer la valeur juridique de l'entente signée par les parties, laquelle, sauf contre-ordre, les lie toujours. «S'il y a eu une entente, le gouvernement est en train de dire que ça n'est pas un vulgaire papier, mais qu'il a une valeur juridique.»

Il est aussi en train de faire évaluer cette portée juridique en question et les obligations qu'elle pourrait comporter. On devrait savoir d'ici quelques jours ce qu'il en est.

D'ici là, «la balle est dans leur camp», a répété le ministre à plusieurs reprises. Si effectivement l'Abitibi Consolidated est dans le tort, «ils devront trouver une solution alternative pour atteindre les mêmes objectifs».

Le gouvernement doit rencontrer aujourd'hui les représentants du syndicat, de la municipalité de Chandler et des organismes économiques concernés.



Jacques Brassard

Un sénateur du Vermont part à l'attaque contre Hydro-Québec

James Jeffords appelle Bill Clinton à la rescousse

MARIE TISON
PRESSE CANADIENNE

Le sénateur du Vermont James Jeffords a décidé de passer à l'attaque contre Hydro-Québec. Dans un communiqué émis hier, le sénateur républicain a annoncé qu'il déposera un projet de loi pour rendre plus difficile l'importation d'électricité aux États-Unis.

Il demandera également au président des États-Unis Bill Clinton d'instituer une enquête afin de vérifier si l'électricité d'Hydro-Québec menace la sécurité nationale aux États-Unis.

Le sénateur a aussi indiqué qu'il avait préparé un amendement pour restreindre les activités d'Hydro-Québec et de ses filiales aux États-Unis.

«Ces mesures initiales visent à donner au gouvernement américain les moyens nécessaires pour superviser l'électricité importée, et à lancer un avertissement à Hydro-Québec», a déclaré le sénateur Jeffords dans son communiqué, transmis aux médias par une agence montréalaise de relations publiques. «Je ne peux pas rester les bras croisés alors que les consommateurs du Vermont subissent les tarifs d'électricité les plus élevés au pays en raison des actions d'une compagnie étrangère», a-t-il ajouté.

Il a spécifié qu'il ne s'agissait là que de mesures préliminaires. «Si Hydro-Québec ne consent pas immédiatement à aider les consommateurs du Vermont, je devrai prendre des mesures additionnelles. Si Hydro-Québec veut continuer à avoir accès aux marchés américains, si elle ne veut pas fermer la frontière à toute vente d'électricité, elle devra faire attention.»

L'initiative du sénateur Jeffords représente une nouvelle étape dans le cadre

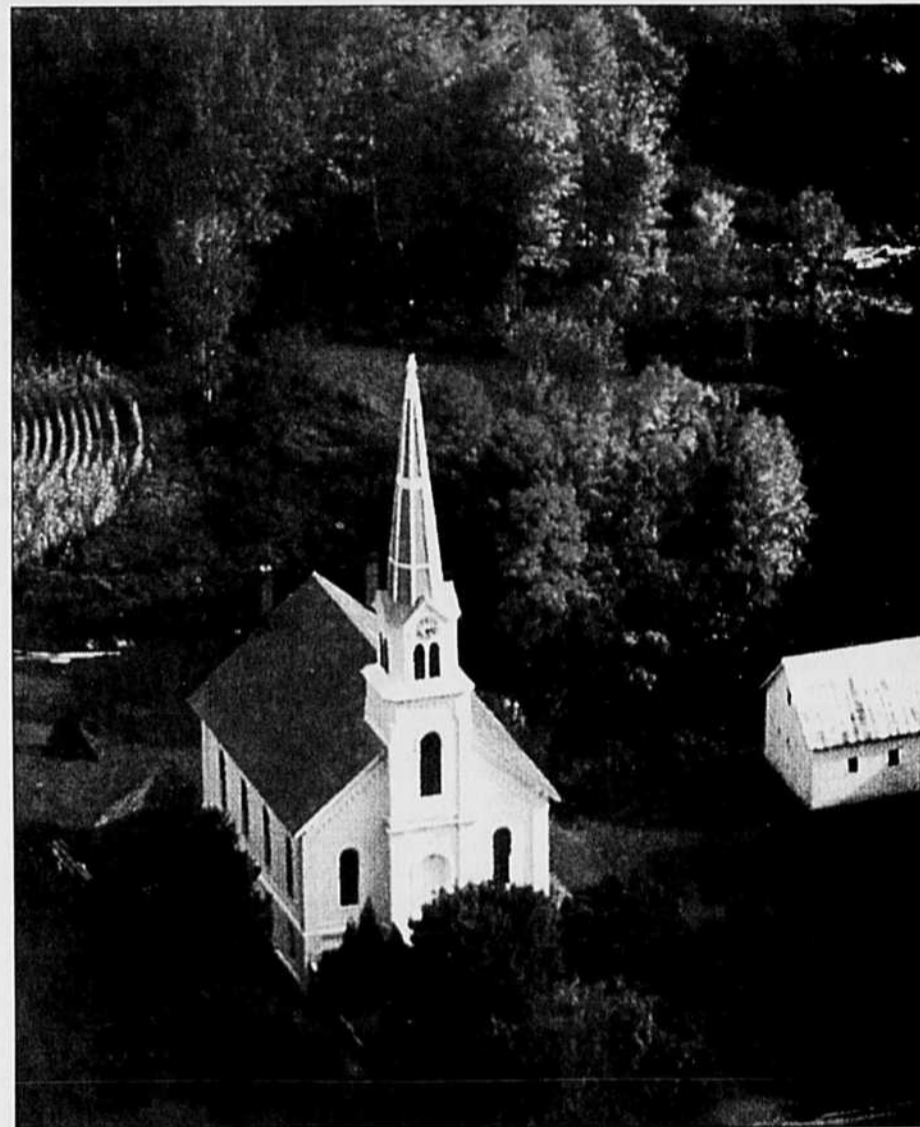
d'une bataille rangée qui oppose Hydro-Québec au Vermont. Cette bataille tourne autour d'un contrat d'importation d'électricité que 14 entreprises de services publics ont signé avec Hydro-Québec en 1987. Les prix prévus au contrat étaient basés sur la valeur marchande de 1985. Le marché de l'électricité a changé depuis, avec l'ouverture du marché du gros et du détail, et les prix ont baissé. Toutefois, les prix prévus au contrat n'ont pas cessé de grimper.

Les entreprises de services publics impliquées ont demandé à un comité d'arbitrage d'examiner la performance d'Hydro-Québec pendant la crise du verglas, affirmant que la société québécoise avait failli à ses obligations en cessant ses livraisons au Vermont en janvier, février et mars 1998.

Hydro-Québec croit que les entreprises de services publics utilisent la crise du verglas comme prétexte pour faire annuler le contrat. La société d'État québécoise a répliqué en demandant à Ottawa de déposer une plainte contre le Vermont en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Hier, le sénateur Jeffords a indiqué qu'il déposera un projet de loi qui exigera un permis du FERC (Federal Energy Regulatory Commission) pour toute importation d'électricité. Les entreprises de services publics qui veulent importer de l'électricité devront prouver que de telles importations sont dans l'intérêt public.

Le sénateur Jeffords demandera cette semaine au président Clinton de déclencher une enquête sur les importations d'Hydro-Québec en vertu du Trade Expansion Act. Cette procédure vise à vérifier si des importations prennent la place de produits locaux, causant du chômage, une baisse des revenus gouvernementaux, une



ARCHIVES LE DEVOIR

L'approvisionnement en électricité du Vermont menace-t-il la sécurité nationale?

diminution de l'investissement ou une baisse de la capacité de production aux États-Unis.

Enfin, le sénateur Jeffords a préparé un amendement pour que les États aient plus

de pouvoir sur l'octroi de permis aux exportateurs d'électricité. Le sénateur vise ainsi la filiale d'Hydro-Québec aux États-Unis, HQ Energy Service US, dont le permis vient à échéance en août 2000.



Le Concorde passera à l'histoire en 2030

L'avion mythique n'a pas de successeur en vue

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Paris, aéroport Roissy-Charles-de-Gaulles 2 — Gracieux et racé comme un oiseau de proie, le Concorde demeure un appareil unique, voire mythique, de l'aviation civile.

L'appareil, qui est un succès technique, mais un échec commercial, pourrait bien n'être qu'un souvenir à compter de 2030 puisque le Concorde devra se retirer.

Et le constructeur, le consortium formé d'Aérospatiale (France) et de British Aircraft Corporation, n'a pas l'intention de commercialiser une deuxième génération de Concorde.

«De son côté, Air France a l'intention d'exploiter l'appareil jusqu'en 2030», insiste Pascal de Lzaguirre, vice-président d'Air France et directeur général Amériques. Car la commercialisation du Concorde a peut-être été un échec retentissant, mais son exploitation serait rentable, selon M. de Lzaguirre.

Au demeurant, rien n'empêche un constructeur de développer dans les prochaines décennies un nouvel avion supersonique. Mais pour l'heure, les rares constructeurs de l'industrie ne sont guère emballés par ce type d'appareil.

Par exemple, les Américains ont abandonné depuis 1971 le projet du Boeing 2707 supersonique. En fait, la tendance observée dans l'industrie aéronautique est plutôt au développement de transporteurs régionaux de 100 à 125 places.

L'industrie regarde aussi du côté des très gros transporteurs pouvant accueillir de 700 à 1000 passagers. Mais la rentabilité de la commercialisation de ce type d'appareil est loin d'être assurée.

Un avion qui vieillit bien

À l'heure actuelle, 13 Concorde sont en exploitation dans le monde. British Airways en exploite sept et Air France six.

Malgré son âge, le Concorde continue de fasciner les voyageurs pouvant l'apercevoir dans un aéroport, où les plus chanceux qui ont les moyens de voler sur les ailes du seul avion supersonique civil de l'histoire.

L'appareil peut accueillir 100 passagers. Et l'aller-retour Paris-New York coûte la modique somme de 10 000 \$ US... «Il est vieux, mais il a très bien vieilli», laisse tomber Hervé Pagé, ingénieur en chef de l'équipe d'entretien du Concorde à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Et il peut voler encore très

longtemps.» Le Concorde fait d'ailleurs l'objet de fréquentes inspections et révisions. Ces révisions vont de la visite journalière à la grande visite après 12 000 heures de vol, en passant par les visites A (210 heures de vol), B (420 heures de vol) et C (1 680 heures de vol).

Ses coûts d'entretien sont environ dix fois supérieurs à ceux des gros transporteurs classiques, selon M. Pagé. Et c'est sans parler des coûts que British Airways et Air France doivent assumer pour faire fabriquer, de manière artisanale, les pièces d'origine du Concorde.

Côté dimension, le fuselage de l'avion supersonique est presque aussi long (62,10 m) que celui des gros transporteurs tels que le 747 (70,51 m).

Comme les avions militaires supersoniques, le fuselage du Concorde a la particularité de s'allonger de 20 cm lorsque l'appareil atteint deux fois la vitesse du son, soit mach 2, c'est-à-dire 2200 km/h!

Cette vitesse permet au Concorde de faire le trajet Paris-New York en moins de 3h45, alors que les gros transporteurs parcourent la même distance en 7h45 environ. Il vole à une altitude moyenne de 15 300 m.

Pour la grandeur de la France

Le projet du Concorde est né officiellement en novembre 1962 lorsque Français et Britanniques signèrent un accord de coopération pour construire un appareil de transport civil supersonique qui devait être l'avion du futur.

L'idée de construire un avion supersonique dans les années 60 fait partie de la politique de développement des industries de pointe prônée par le général de Gaulle, alors président de la Ve République depuis 1958.

L'aviation supersonique était à ses yeux une réalisation

de prestige capable d'affirmer la grandeur de la France, la capacité de ses chercheurs et les performances de son industrie. La construction du TGV — une idée japonaise — poursuivait la même logique.

Le projet franco-anglais initial prévoyait la construction d'un appareil moyen courrier doté d'un rayon d'action de 3500 kilomètres.

Mais rapidement, le programme a progressé vers le développement d'un long courrier, un changement qui a d'ailleurs fait gonfler considérablement les coûts de construction de l'appareil.

VOIR PAGE B2: MACH2 EN 1970



À l'heure actuelle, 13 Concorde sont en exploitation dans le monde

AIR FRANCE

Dossier spécial

publié le samedi 20 novembre 1999

Habitation

Date de tombée: le vendredi 12 novembre 1999 LE DEVOIR

ÉCONOMIE

EN BREF

Fusion syndicale

(Le Devoir) — Les délégués à un congrès spécial du syndicat des Employés de gros et de détail du Canada ont voté hier avec une majorité de 93 % en faveur d'une fusion avec les TCA. Ce syndicat était auparavant une division des Métallos. «La fusion ajoute 23 000 nouveaux membres à la liste des TCA et permet au plus grand syndicat du secteur privé de faire passer son effectif à un total de 238 000 membres», peut-on lire, dans un communiqué.

Investissement de la Caisse de dépôt

(Le Devoir) — Capital d'Amérique CDPQ, une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, a investi 4 millions dans Soudure Aérospatiale, une entreprise de Blainville spécialisée dans la réparation, l'entretien et la fabrication de pièces d'aéronefs pour le compte de fabricants de systèmes aéronautiques, de transporteurs aériens et de compagnies aériennes régionales. «Rappelons que ce marché mondial est évalué à plus de 23 milliards \$ US annuellement et qu'il est en progression en raison de l'augmentation de la circulation aérienne», a souligné l'institution.

La SGF ne vend pas Atlas

(Le Devoir) — Novamerican Steel a annoncé vendredi qu'elle ne déposera pas d'offre pour l'acquisition de l'usine de Tracy des Aciers inoxydables Atlas. «Novamerican Steel avait signé en juillet dernier une lettre d'intention avec la Société générale de financement du Québec pour se porter acquéreur de l'usine de Tracy, d'Atlas. Cette décision fait suite à l'expiration de cette lettre, certaines des conditions prévues n'ayant pu être remplies à la satisfaction de Novamerican Steel et de son partenaire», peut-on lire dans le communiqué.

Noranda dégage 63 millions de bénéfice

(Le Devoir) — Noranda a déposé un bénéfice de 63 millions (0,24 \$ l'action) au troisième trimestre de 1999, en regard d'une perte provenant des activités poursuivies de 2 millions au troisième trimestre de 1998. «Cette remontée est attribuable à la réduction des coûts, à l'augmentation des volumes de production et à la reprise des prix des métaux», a souligné Noranda. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1999, le bénéfice net s'est établi à 97 millions (0,34 \$ l'action), comparativement à 660 millions (2,71 \$ l'action). Cependant, le bénéfice de 1998 comprenait un gain de 644 millions provenant de la vente de Ressources énergétiques Norcan et des activités abandonnées.

BioChem à Taïwan

(Le Devoir) — BioChem Pharma a annoncé hier que le ministère de la Santé taïwanais avait autorisé la commercialisation de Zeffix (lamivudine), premier antiviral pour administration orale efficace contre l'hépatite B chronique. Selon l'Organisation mondiale de la santé, quelque 350 millions de personnes dans le monde sont des porteurs chroniques du virus de l'hépatite B, dont plus de 2,5 millions de Taïwanais. Zeffix est déjà commercialisée dans un certain nombre de pays, dont les États-Unis, le Canada, la Corée du Sud, les États membres de l'Union européenne et, depuis peu, la Chine.

Call-Net fait appel à des experts

(Le Devoir) — Call-Net Enterprises a retenu les services de Nesbitt Burns pour l'aider, ainsi que ses conseillers actuels Marchés des capitaux Scotia et Morgan Stanley Dean Witter, dans l'étude de ses options stratégiques afin de maximiser la valeur de l'avenir des actionnaires de Call-Net. Dans ces options, il sera à considérer, notamment, la vente, en partie ou en totalité de la Société. Nesbitt Burns coordonnera la solution stratégique choisie. «Nous avons reconstitué un conseil d'administration, qui est maintenant en place, et notre priorité est de chercher des façons de fournir le meilleur rendement possible aux actionnaires de Call-Net», a déclaré Lawrence Tapp, le président du conseil de Call-Net.

Dissidence chez les membres la composante «Air Canada» des TCA

Hargrove, isolé, appuie Onex

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Le déchirement syndical provoqué par cette bataille du ciel entre Air Canada et Onex a atteint un point culminant hier. S'exprimant au nom de ses 10 000 membres employés soit par Air Canada, soit par Canadien, le président des TCA, Buzz Hargrove, a annoncé hier qu'il soutenait la proposition d'Onex. La composante «Air Canada» des TCA s'est aussitôt dissociée des propos de son président, une sortie de Buzz Hargrove qui a également soulevé la colère au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

«Buzz Hargrove n'a pas consulté son monde. Il a exprimé une position personnelle», a déclaré Gilles Charland, directeur québécois du SCFP. Les TCA regroupent les quelque 10 000 employés, agents de billetterie et services passagers des deux transporteurs, alors que le SCFP, division Transport aérien, représente les agents de bord des deux transporteurs. «Les trois syndicats [TCA, SCFP et machinistes] ont débuté les discussions à trois. Nous souhaitons que tout cela se poursuive à trois, question d'avoir un meilleur rapport de force. Nous allons donc devoir continuer sans les TCA», a ajouté M. Charland, visiblement irrité par la sortie publique de M. Hargrove.

Cette irritation était également perceptible au local 2213 des TCA, représentant la composante «Air Canada» de ce syndicat, avec 5000 membres. Le

président de ce local, Tom Freeman, a tenu à souligner, dans son communiqué, que le local 2213 n'appuie ni l'une ni l'autre des propositions à ce stade-ci. Il a rappelé que la principale zone d'inquiétude dans le scénario soumis par Air Canada est la mise sur pied d'un transporteur à escompte, dont la naissance pourrait provoquer un nivellement vers le bas des conditions de travail et de rémunération de ses membres. En revanche, la proposition d'Onex soulève également de sérieuses préoccupations au sein des employés d'Air Canada puisqu'elle implique la fusion des deux transporteurs et, par conséquent, la possibilité que les listes d'ancienneté soient également fusionnées lorsque viendra le temps de déterminer où se fera l'élimination des 5000 emplois prévus par Onex. Les employés d'Air Canada sortiront grands perdants de ce mécanisme de fusion des listes, qui avantage ceux de Canadien. Et «mettre de côté cette fusion des listes jusqu'à la prochaine ronde de négociations n'est qu'un cataplasme», a ajouté M. Freeman.

Buzz Hargrove s'est présenté hier en conférence de presse aux côtés du président d'Onex, Gerald Schwartz, pour déclarer que l'offre présentée par Onex présente la meilleure protection pour assurer aux membres du syndicat qu'ils sortiraient gagnants du grand branle-bas présentement en cours dans l'industrie du transport aérien au pays. «Nos négociations avec le syndicat des TCA ont porté fruit et seront d'un grand secours pour

bâtir une industrie solide et en croissance au pays», a renchéri Gerald Schwartz, président et chef de la direction d'Onex.

Onex a, ainsi, réaffirmé son engagement public à ne pas faire de mises à pied involontaires, et à prévoir des dispositions pour indemniser les départs volontaires des employés.

Faisant fi de la lettre remise hier par le président d'Air Canada à l'exécutif de ses syndicats, le président des TCA, Buzz Hargrove, a déclaré pour sa part que son syndicat avait donné au président d'Air Canada, Robert Milton, «toutes les chances» de présenter lui aussi des engagements envers les travailleurs, mais que cela n'avait pas été fait. «Je n'ai aucune hésitation à affirmer que je ne crois pas que M. Milton et Air Canada vont formuler des engagements semblables à ceux faits par Onex.»

M. Hargrove est également en accord avec Onex pour dire qu'il est préférable de fusionner les deux grands transporteurs aériens du pays plutôt que de conserver des compagnies séparées. Il a dénoncé la proposition d'Onex qui, en ramenant Canadien à un statut de filiale et en mettant sur pied un transporteur à rabais, créera quatre niveaux ou paliers pour chaque catégorie d'emplois.

Engagements d'Air Canada

Pourtant, dans une lettre remise hier à l'exécutif de ses syndicats, le président d'Air Canada, Robert Milton, a soumis une série d'engagements. Parmi eux, mentionnons qu'il n'y aura au-



Buzz Hargrove et Gerald Schwartz

claré le président et chef de la direction d'Air Canada, Robert Milton, par voie de communiqué. «Il semble que ces énormes pénalités aient pour but de justifier le traitement généreux dont Onex a fait l'objet de la part d'AMR.»

«C'est scandaleux, à pour sa part répliqué le directeur d'Onex, Nigel Wright. Premièrement, l'entente de Oneworld ne peut entrer en vigueur que si les actionnaires l'approuvent. En comparaison, le contrat de Star a été élaboré dans le secret, révélé dans les protestations et accepté sans l'accord des actionnaires.»

«Deuxièmement, l'entente de Oneworld ne limite d'aucune manière la liberté d'Air Canada de faire des opérations pour son propre bénéfice — et non pour le bénéfice de compagnies étrangères. Troisièmement, les indemnités de résiliation sont rétroactives. Si American rompt ses engagements, il devra verser 740 millions à Air Canada et vice versa. Lente monétaire de Star ne peut aller que dans un sens — vers l'Allemagne et les États-Unis.»

«Les pénalités reversantes qu'Onex — qui, soit dit en passant, n'a aucune expérience de l'exploitation d'une compagnie aérienne — a négociées avec son partenaire AMR contrastent beaucoup avec les dispositions qu'Air Canada a prises, de son côté, avec les membres du réseau Star dans le cadre de négociations menées en toute indépendance, a répliqué Robert Milton. Nos ententes à nous, qui font à terme émerger des centaines de millions de dollars à l'ensemble de nos actionnaires, reposent sur une alliance supérieure.»

Avec la Presse canadienne

Une véritable guerre des chiffres

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Air Canada et Onex se livrent à une véritable guerre de chiffres. On s'accuse, de part et d'autre, d'avoir conclu des ententes avec leurs partenaires respectifs prévoyant de lourdes pénalités ou indemnités. Dans une attaque particulièrement mordante, Onex a même été jusqu'à soutenir que les hauts dirigeants d'Air Canada ont troqué l'intérêt de leurs actionnaires pour protéger leur emploi.

Un des points à l'ordre du jour de la réunion des actionnaires d'Air Canada, prévue pour lundi, portera sur le remplacement de l'actuel conseil d'administration d'Air Canada. Onex en a donc fait sa principale cible, dans une annonce pleine page publiée hier et adressée aux actionnaires d'Air Canada. «Les agissements des 13 membres du conseil et de la direction d'Air Canada démontrent une attitude entêtée et un mépris flagrant à l'égard des actionnaires [...] Il est grand temps de les chasser de leurs postes pour avoir utilisé ce qui vous appartient dans le but de protéger leur emploi.»

Onex s'en est donc pris aux modalités rattachées à cette réplique du 19 octobre dernier. Air Canada obtenait, alors, l'appui financier de ses partenaires, Lufthansa et United Airlines, dans une opération visant le rachat de 35 % de ses actions, au prix unitaire de 12\$. En retour d'un investissement chiffré à 530 millions, Air Canada concluait une entente de dix ans avec

ses partenaires, assortie d'une pénalité pouvant initialement atteindre les 250 millions (les 334 millions si l'on inclut les indemnités associées à la non réalisation de l'acquisition éventuelle de Canadien).

Onex s'en est pris aux autres paramètres de ces ententes à long terme pour accuser les dirigeants d'Air Canada d'avoir «vendu l'âme d'Air Canada à Lufthansa et à United Airlines. Ils leur ont confié les grandes décisions financières et opérationnelles.» Onex a notamment fait ressortir qu'avec ces ententes, «Air Canada ne peut plus vendre d'avions, céder de routes, de barrières ou de lignes intérieures si, ce faisant, la profitabilité d'United Airlines ou de Lufthansa s'en trouve réduite.» Air Canada ne peut également «verser de dividende, à moins que l'avis des actionnaires ne soit supérieur à 1,25 milliard de dollars après un tel paiement de dividende [...] Nous croyons que de telles décisions doivent être prises à Montréal, et non à Francfort ou à Chicago.»

Ancrage

Chez Air Canada, on a fait fi, hier, de ces accusations. On soutient qu'un meilleur ancrage au sein du réseau Star se traduirait par un bénéfice d'exploitation supplémentaire de 1 milliard en dix ans. Et que le rachat de 35 % des actions devrait se transformer en une augmentation de 40 % du bénéfice par action. «Il est plutôt étonnant de voir Onex nous accuser de veiller aux intérêts de nos actionnaires. Et c'est justement grâce à notre comité exécutif et à nos dirigeants si Onex a

dû rencherir et revenir avec une offre bonifiée. Une offre bonifiée qui n'est toujours pas à la hauteur de notre propre proposition», a souligné la porte-parole d'Air Canada, Nicole Couture-Simard.

La veille, Air Canada avait dénoncé les indemnités de 1,3 milliard assorties à l'offre d'Onex-AMR (société-mère d'American Airlines). Air Canada émettait un communiqué, dimanche, pour annoncer avoir appris qu'Onex et Canadien International devront payer des pénalités de 740 millions à AMR si la démarche d'Onex ne trouvait pas son aboutissement.

De plus, et toujours selon le transporteur ciblé par cette OPA hostile, l'entente entre Onex et AMR obligerait la nouvelle ligne aérienne née de la fusion d'Air Canada et de Canadien à acheter les services informatiques du réseau Sabre, à défaut de quoi une pénalité de 525 millions devra être versée à AMR.

Dans l'offre initiale d'Onex, American Airlines apportait jusqu'à 650 millions du milliard de dollars requis pour permettre l'acquisition et la fusion d'Air Canada et de Canadien.

Ces informations ont été obtenues après qu'Air Canada s'en soit remis aux organismes de réglementation des valeurs mobilières pour forcer la divulgation de ces modalités. «Il ne fait aucun doute que, si nous n'avions pas fait appel aux commissions des valeurs mobilières, Onex n'aurait jamais commencé à dévoiler à nos actionnaires la teneur des pénalités de plus de 1,3 milliard prévues dans son entente de blocage avec AMR», a dé-

claré le président et chef de la direction d'Air Canada, Robert Milton, par voie de communiqué. «Il semble que ces énormes pénalités aient pour but de justifier le traitement généreux dont Onex a fait l'objet de la part d'AMR.»

«C'est scandaleux, à pour sa part répliqué le directeur d'Onex, Nigel Wright. Premièrement, l'entente de Oneworld ne peut entrer en vigueur que si les actionnaires l'approuvent. En comparaison, le contrat de Star a été élaboré dans le secret, révélé dans les protestations et accepté sans l'accord des actionnaires.»

«Deuxièmement, l'entente de Oneworld ne limite d'aucune manière la liberté d'Air Canada de faire des opérations pour son propre bénéfice — et non pour le bénéfice de compagnies étrangères. Troisièmement, les indemnités de résiliation sont rétroactives. Si American rompt ses engagements, il devra verser 740 millions à Air Canada et vice versa. Lente monétaire de Star ne peut aller que dans un sens — vers l'Allemagne et les États-Unis.»

«Les pénalités reversantes qu'Onex — qui, soit dit en passant, n'a aucune expérience de l'exploitation d'une compagnie aérienne — a négociées avec son partenaire AMR contrastent beaucoup avec les dispositions qu'Air Canada a prises, de son côté, avec les membres du réseau Star dans le cadre de négociations menées en toute indépendance, a répliqué Robert Milton. Nos ententes à nous, qui font à terme émerger des centaines de millions de dollars à l'ensemble de nos actionnaires, reposent sur une alliance supérieure.»

Avec la Presse canadienne

Air Canada et Onex continuent à croiser le fer en cour

REUTERS

Air Canada et Onex ont continué à croiser le fer devant un juge hier dans la bataille qui les oppose pour le contrôle de l'industrie canadienne du transport aérien, alors que commençait une semaine cruciale pour les actionnaires en attente d'une contre-offre plus généreuse.

La société aérienne et le conglomérat spécialisé dans le rachat et la restructuration d'entreprises ont poursuivi leur confrontation légale hier. Air Canada conteste la légalité de l'offre d'Onex, soutenant qu'elle viole une loi fédérale empêchant un actionnaire de détenir plus de 10 % des actions à droit de vote d'Air Canada.

À l'extérieur de la salle du procès devant la Cour supérieure du Québec, l'avocat d'Onex Gérard Tremblay a déclaré à Reuters qu'Air Canada tentait d'empêcher les actionnaires de se prévaloir de leur droit de voter sur l'offre proposée.

«Il est évident que dans un monde idéal, et je parle d'un monde idéal de libre-échange, ces restrictions (de propriété) seraient enlevées», a-t-il dit. «Au moins, l'offre conditionnelle (d'Onex), qui n'est seulement qu'une offre conditionnelle, devrait être mise sur la table pour que les actionnaires puissent voter.»

À la direction des finances

Démission chez Seagram

PRESSE CANADIENNE

Robert Matschullat quittera son poste de vice-président du conseil et directeur général des finances de la compagnie Seagram en juin prochain, a fait savoir hier la société.

Les cinq années de son mandat ont été marquées par l'entrée de la compagnie dans le monde de la musique et du cinéma, une étape suivie de près par M. Matschullat.

Brian Mulligan, actuellement coprésident du conseil de Universal Pictures, prendra le poste de directeur général des finances de Seagram en janvier prochain, ce qui lui permettra de profiter d'une période de transition en compagnie de M. Matschullat.

Ce dernier a dit qu'il désirait rester chez Seagram pour une période de trois à cinq ans, et «en juin 2000, j'aurai atteint la fin de ma cinquième année. Le moment est venu pour moi de me démettre de mes fonctions et d'analyser d'autres perspectives auxquelles je pourrai consacrer mon énergie et mes compétences», a-t-il dit par voie de communiqué.

Le président et directeur général de Seagram, Edgar Bronfman fils, a ajouté que Robert Matschullat «a été un des grands artisans de la transformation de la compagnie. Il nous a aidés à réaliser des opérations de l'ordre de 40 milliards et a joué un rôle essentiel, en repositionnant la compagnie pour une croissance réelle et immédiate.»

M. Matschullat est entré chez Seagram après avoir dirigé les opérations financières mondiales de Morgan Stanley & Co, où il était notamment responsable des services des fusions et des acquisitions.

Quant à son successeur, Brian Mulligan, il a joué un rôle important lors de l'arrivée de Seagram dans le domaine du divertissement au cours des dernières années. M. Mulligan travaille chez Universal depuis 1991, où il s'occupe des activités mondiales de la compagnie.

Seagram, qui a son siège social à Montréal, exerce ses activités à l'échelle mondiale dans les secteurs de la musique, du cinéma, des loisirs thématiques, du divertissement ainsi que des spiritueux et des vins. L'entreprise de musique est exploitée par le Groupe loisirs musicaux Universal. Les entreprises de cinéma, de loisirs thématiques et de divertissement sont exploitées par le Groupe Universal Studios.

MACH2 EN 1970

SUITE DE LA PAGE B 1

La facture, des premières études (1956) à la construction de 16 appareils, s'élevait à 74 milliards en francs de 1990, selon une estimation conservatrice (source: Quid, 1999). Et à plusieurs reprises, les pouvoirs publics ont dû intervenir pour empêcher le projet de s'enliser.

Le 2 mars 1969, soit 13 ans après le début des premières études, le Concorde 001, le premier appareil à sortir de l'usine de Toulouse le 11 décembre 1967, faisait finalement son baptême de l'air. Ce premier vol dura 27 minutes... Deux ans plus tard, le Concorde franchissait le mur du son lors d'un vol d'essai. L'appareil atteindra les mach 2 en 1970.

Le premier vol commercial a lieu le 21 janvier 1976. Air France inaugure alors deux vols hebdomadaires sur la ligne Paris-Dakar-Rio de Janeiro. La même journée, British Airways ouvrait la ligne Londres-Bahrein (moyen-Orient).

Dans les années 70 et 80, Air France a assuré plusieurs liaisons transatlantiques avec le Concorde, dont Paris-Washington, Paris-Mexico et Paris-New York. En raison de la crise des années 1981 et 1982, Air France a dû fermer presque toutes ses lignes.

Aujourd'hui, le transporteur français n'exploite qu'une seule liaison, soit Paris-New York. Mais il arrive que le Concorde accomplisse des tours du monde et desserve, à la demande, des villes sur tous les continents.

La commercialisation du Concorde aura été un échec sur toute la ligne, les compagnies aériennes, notamment américaines, ayant boudé l'appareil. Mais les recherches menées pour construire le premier avion supersónico civil de l'histoire n'auront pas été vaines.

Les retombées ont été importantes dans l'industrie aéronautique européenne, notamment pour le développement de l'avion Airbus, conçu par le consortium formé de Daimler-Benz Aerospace Airbus (Allemagne), d'Aérospatiale (France), de British Aerospace (G.B.) et de CASA (Espagne).

Sources: Air France, Quid 1999, Mémoire de la France des origines à l'an 2000 (Larousse 1996).

Le Devoir, ainsi que d'autres médias écrits canadiens, s'est rendu en France à l'invitation d'Air France.

COMMUNICATIONS

La Presse Canadienne offre le service «nouvelles sur commande» aux entreprises

PRESSE CANADIENNE

L'agence de presse La Presse Canadienne a conclu une alliance avec une agence de diffusion de communiqués, CNW, pour la commercialisation de «nouvelles sur commande», un système de diffusion de dépêches, en temps réel, de La Presse Canadienne sur Internet.

Nouvelles sur commande se veut un outil puissant visant à procurer aux entreprises et aux organismes intéressés un accès en temps réel au service rédactionnel utilisé par près de 100 quotidiens canadiens et plus de 500 stations de radio et télévision au Canada. «Nous sommes à l'ère de l'information en temps réel, et il est important pour les chefs d'entreprise d'avoir un accès immé-

diat aux nouvelles et à leur mode de diffusion au Canada», a déclaré hier le président de la Presse Canadienne, Eric Morrison. «La collaboration avec CNW nous permet de joindre les entreprises du pays pour leur annoncer le lancement de ce produit d'information unique.»

L'accès aux nouvelles est assuré aux salles de rédaction 24 heures sur 24, sept jours par semaine

Avec Nouvelles sur commande, l'accès simultané aux nouvelles est assuré aux salles de nouvelles canadiennes, 24 heures par jour, sept jours par semaine.

Fondée en 1917, la Presse Canadienne est la première agence de nouvelles au Canada et a des bureaux partout au pays. CNW s'affirme de son côté comme chef de file national dans le secteur de la diffusion électronique de communiqués provenant de milliers d'organisations canadiennes et internationales.

publié le samedi 20 novembre 1999

Cadeaux

Date de tombée: le vendredi 12 novembre 1999 LE DEVOIR

Cahiers spécial



Toujours la meilleure offre

Le plan d'Air Canada offre encore plus de valeur aux actionnaires et ce, même après comparaison avec le plan révisé de Onex/AMR. Voici pourquoi.

1 24 millions de dollars de plus au comptant pour les actionnaires

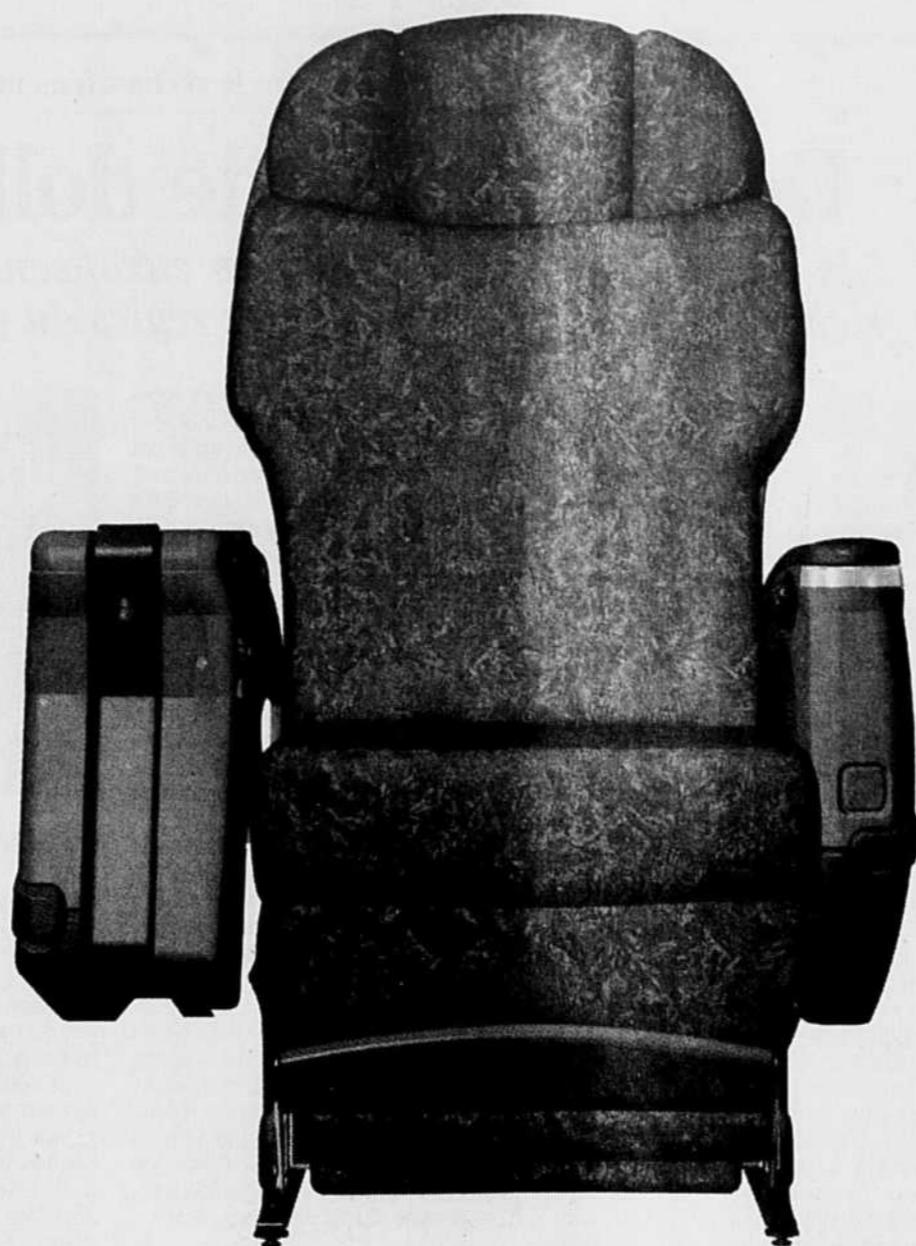
	Plan révisé d'Onex	Plan d'Air Canada
Versement brut aux actionnaires	1,1 milliard	800 millions
Coût de l'exercice des droits	-324 millions	-
Versement net aux actionnaires	776 millions	800 millions

Notre offre n'est subordonnée qu'aux conditions habituelles et n'endette pas davantage Air Canada.

2 90 % de propriété au lieu de 59 % Avec le plan d'Air Canada, les actionnaires détiennent 100 % (90 % après dilution totale), en comparaison de 68 % (59 % après dilution totale) proposé dans le plan d'Onex/AMR.

3 1 milliard de dollars de plus en 10 ans Avec le plan d'Onex/AMR, Air Canada serait liée à oneworld et perdrait un milliard de dollars en avantages supplémentaires provenant de l'association avec Star Alliance, le réseau aérien le plus étendu au monde.

Pour plus de renseignements, veuillez composer le **1 800-890-1037** ou visitez notre site Internet à www.aircanada.ca



Êtes-vous bien assis ?

Onex s'amuse ferme avec votre argent. Ils ont majoré leur offre de 300 millions de dollars qui seront payés par vous-mêmes, les actionnaires d'Air Canada.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, un vote pour Onex leur donne au moins 400 millions de dollars*, en valeur aux actionnaires, qui devraient demeurer vôtres.

Pour éviter cela, veuillez vous assurer de remplir et d'envoyer dès aujourd'hui la formule de procuration émise à l'intention des détenteurs d'actions d'Air Canada, telle qu'illustrée ci-dessous.

Urgent! Formule de procuration verte pour les détenteurs d'actions ordinaires

S'IL EST DONNÉ SUITE À LA RÉOLUTION DONT IL EST QUESTION AU POINT I a), IL EN DÉCOULERA UN DROIT À LA DISSIDENCE. SI VOUS SOUHAITEZ EXERCER VOTRE DROIT À LA DISSIDENCE, VEUILLEZ VOTER CONTRE LA RÉOLUTION DONT IL EST QUESTION AU POINT I a) ET EXERCER VOTRE DROIT À LA DISSIDENCE.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR CANADA A RECOMMANDÉ DE VOTER CONTRE LES POINTS I) ET I b).	LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR CANADA A RECOMMANDÉ DE VOTER EN FAVEUR DES POINTS II a), II b), II c), II d).
---	---

I. QUESTIONS SOUMISES PAR AIRLINE INDUSTRY REVITALIZATION CO. INC. (AIRCO) :

a) APPROBATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'CTIONS DE CATEGORIES B A DROIT DE VOTE RESTREINT ET DE DIVERSES MODIFICATIONS AUX CLAUSES.

En faveur Contre

b) APPROBATION DE LA RESTITUTION DES ADMINISTRATEURS ACTUELS ET DE LEUR REMPLACEMENT PAR DES REPRÉSENTANTS D'AIRCO.

En faveur Contre

II. QUESTIONS PRÉSENTÉES PAR AIR CANADA :

a) RATIFICATION, APPROBATION ET CONFIRMATION DU PROGRAMME DE DROITS DE SOUSCRIPTION ET DE LA RÉVISION DES ACTIONNAIRES D'AIR CANADA, EN SA VERSION MODIFIÉE.

En faveur Contre

b) RATIFICATION, APPROBATION ET CONFIRMATION DE TOUTE AUTRE PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR AIR CANADA.

En faveur Contre

c) APPROBATION DU REMBOURSEMENT LIMITÉ DES DÉPENSES D'AIRCO ET DE SES CODEMANDÉURS.

En faveur Contre

d) APPROBATION DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT.

En faveur Contre

PAR LES PRÉSENTES, LE SOUSSIGNÉ RATIFIE ET CONFIRME TOUT CE QUE PEUT FAIRE LE FONDÉ DE POUVOIR EN VERTU DE SA NOMINATION, DU MOMENT QUE, SI UN CHOIX EST PRÉCISÉ AUX PRÉSENTES À L'ÉGARD DE TOUT POINT ÉNONCÉ CI-DESSUS, LE FONDÉ DE POUVOIR VOTE DE LA MANIÈRE INDICUÉE.

J'atteste par les présentes être: un résident du Canada un non-résident du Canada

Date: _____ 1999 **Signature requise**
(signature de l'actionnaire)

Urgent! Formule de procuration jaune pour les détenteurs d'actions de classe A

S'IL EST DONNÉ SUITE À LA RÉOLUTION DONT IL EST QUESTION AU POINT I a), IL EN DÉCOULERA UN DROIT À LA DISSIDENCE. SI VOUS SOUHAITEZ EXERCER VOTRE DROIT À LA DISSIDENCE, VEUILLEZ VOTER CONTRE LA RÉOLUTION DONT IL EST QUESTION AU POINT I a) ET EXERCER VOTRE DROIT À LA DISSIDENCE.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR CANADA A RECOMMANDÉ DE VOTER CONTRE LE POINT I a).	LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR CANADA A RECOMMANDÉ DE VOTER EN FAVEUR DES POINTS II a) ET II b).
--	---

I. QUESTIONS SOUMISES PAR AIRLINE INDUSTRY REVITALIZATION CO. INC. (AIRCO) :

a) APPROBATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'CTIONS DE CATEGORIES B A DROIT DE VOTE RESTREINT ET DE DIVERSES MODIFICATIONS AUX CLAUSES.

En faveur Contre

II. QUESTIONS PRÉSENTÉES PAR AIR CANADA :

a) RATIFICATION, APPROBATION ET CONFIRMATION DU PROGRAMME DE DROITS DE SOUSCRIPTION ET DE LA RÉVISION DES ACTIONNAIRES D'AIR CANADA, EN SA VERSION MODIFIÉE.

En faveur Contre

b) RATIFICATION, APPROBATION ET CONFIRMATION DE TOUTE AUTRE PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR AIR CANADA.

En faveur Contre

PAR LES PRÉSENTES, LE SOUSSIGNÉ RATIFIE ET CONFIRME TOUT CE QUE PEUT FAIRE LE FONDÉ DE POUVOIR EN VERTU DE SA NOMINATION, DU MOMENT QUE, SI UN CHOIX EST PRÉCISÉ AUX PRÉSENTES À L'ÉGARD DE TOUT POINT ÉNONCÉ CI-DESSUS, LE FONDÉ DE POUVOIR VOTE DE LA MANIÈRE INDICUÉE.

J'atteste par les présentes être: un résident du Canada un non-résident du Canada
(Pour un résident) J'atteste être: un Canadien un non-Canadien

Date: _____ 1999 **Signature requise**
(signature de l'actionnaire)

Date limite! Votre formule doit être reçue au plus tard le vendredi 5 novembre.

Pour vous aider à remplir votre formule, veuillez composer le 1 800 890-1037 ou visitez notre site Internet à l'adresse suivante: www.aircanada.ca

*Les bons de souscription et les titres convertibles d'Onex comportent un prix d'exercice de 8,25 \$, constituant pour Onex une plus-value considérable et immédiate basée, entre autres, sur un cours hypothétique de l'action.



ÉCONOMIE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La SITA va doubler ses effectifs à Montréal

PRESSE CANADIENNE

La Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) doublera ses effectifs à Montréal d'ici 2001. La société, qui élabore des systèmes de télécommunications et d'informations intégrés pour l'industrie aérienne et aéronautique, créera ainsi 200 emplois.

«La majorité de ces nouveaux postes seront comblés localement», a indiqué le directeur général de la SITA pour le Canada, Andrew Dawe, en conférence de presse hier. Il s'agira surtout de postes d'ingénieurs, d'informaticiens et de techniciens. M. Dawe a spécifié que des spécialistes dans l'ingénierie des systèmes informatiques travailleront au développement de services liés au protocole Internet. Des équipes de travail assureront également les services à la clientèle et la facturation.

M. Dawe a affirmé qu'en procédant à cette expansion, la SITA investira 14 millions supplémentaires dans l'économie montréalaise en fait de salaires. Il a ajouté que l'expansion continuée du service de communications air-sol de la société au Canada et aux États-Unis pourrait amener la SITA à ouvrir d'autres postes à Montréal.

En 1987, la SITA, une société coopérative basée à Genève, a signé un accord avec Québec dans le cadre de la politique de reconnaissance des organisations internationales du gouvernement québécois. En vertu de cette politique, le gouvernement du Québec octroie certains avantages aux employés non canadiens des organisations internationales, notamment l'accès à des services dans le domaine de la santé,

de l'éducation et de l'immigration.

La SITA a ouvert un bureau permanent à Montréal en janvier 1988. Sa présence était cependant encore très réduite. «Lorsque je me suis joint à la SITA en juillet 1988, on m'a assigné le numéro d'identification 31, a raconté M. Dawe. Nous comptons maintenant plus de 200 employés.» Il a affirmé que la SITA avait été propice pour Montréal pendant ces 12 années, en investissant environ une centaine de millions de dollars en salaires et avantages, et encore plus dans le cadre de ses opérations.

«Plus spécialement, Montréal a été propice pour la SITA, a-t-il poursuivi. C'est un bon endroit pour faire des affaires, et un bon endroit pour vivre.»

La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, s'est félicitée de l'expansion de la SITA. «Notre politique de reconnaissance des organisations internationales porte fruit. Ces emplois spécialisés contribueront à raffermir la position de Montréal dans les secteurs de pointe que sont l'aéronautique et les télécommunications.»

Mme Beaudoin a profité de l'occasion, hier, pour signer des accords de reconnaissance avec sept autres organisations internationales: l'Institut international de gestion des grandes métropoles, l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires, le Bureau international de tourisme social, l'Organisation mondiale pour les familles Familis, le Réseau international des Chaires UNESCO en communication, le Secrétariat francophone de l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts et le Bureau international des droits des enfants.

ODILE MEUVRET
AGENCE FRANCE-PRESSE

Bonn — Des milliards de dollars sont en jeu dans les négociations qui se tiennent depuis le 25 octobre à Bonn sur la lutte contre le réchauffement climatique, selon des diplomates assistant à cette conférence de l'ONU qui s'achèvera vendredi.

Officiellement les 3000 délégués de 163 pays, qui seront rejoints mardi par une soixantaine de ministres, tentent d'arrêter les modalités d'application du «protocole de Kyoto», faute de quoi cet accord international ne pourra être ratifié, ni entrer en vigueur. Le protocole de Kyoto (1997) engage les pays industriels et en transition vers l'économie de marché à réduire en moyenne de 5% en 2010 par rapport à 1990 leurs émissions de carbone, un ensemble de gaz, notamment le gaz carbonique (CO₂), jugés responsables du réchauffement climatique. Les pays pauvres sont exonérés de toute obligation chiffrée.

Les passes d'armes entre l'Union européenne et États-Unis et entre pays riches et pauvres portent sur les règles du jeu du futur marché mondial du carbone. Ce marché permettra aux pays ayant des obligations chiffrées d'échanger excédents et déficits d'émissions, selon qu'ils sont très pollueurs ou moins pollueurs. Il permettra aussi aux pays industriels d'obtenir une rallonge de pollution en aidant les pays en transition et en développant à s'équiper de technologies propres.

Au plan climatique, l'idée du marché

Lutte contre le réchauffement de la planète

Des milliards de dollars sont en jeu

Les passes d'armes entre l'Union européenne et les États-Unis et entre pays riches et pauvres portent sur les règles du jeu du futur marché du carbone

du carbone est que l'atmosphère ignore les frontières. Si les États-Unis sont autorisés à polluer plus parce qu'ils ont aidé la Chine à polluer moins ou acheté un permis de polluer au Portugal qui a réduit ses émissions davantage que nécessaire, le bilan global des rejets de CO₂ est le même.

Au plan financier l'idée est que la réduction des émissions de CO₂ est beaucoup moins chère à réaliser dans les pays en décollage que dans les pays hautement industrialisés où le rendement énergétique est déjà très élevé.

Une fois ces principes admis, les conflits d'intérêt rendent la négociation particulièrement ardue.

Les États-Unis dont les émissions de carbone représentent 30% de la pollution planétaire ne veulent pas entendre parler d'un plafond qui limiterait le recours au marché du carbone. À l'opposé l'UE demande que la réduction des émissions réalisée grâce au marché représente au plus 50% du total. Selon elle, sans mesures nationales contraignantes, par exemple en limitant l'usage de la voiture, les quotas de Kyoto, supérieurs à la moyenne aussi bien pour les États-Unis (moins 7%) que pour l'ensemble de l'UE (moins 8%), n'ont aucune chance d'être respectés.

Transparence

Les Européens veulent aussi que tous les «permis de polluer» soient négociés sur un marché financier dans une totale transparence par les États et leurs entreprises qui auront à remplir une partie du quota national de réduction des émis-



L'atmosphère ignore les frontières.

ARCHIVES LE DEVOIR

sons de carbone. Les États-Unis refusent que les États soient obligés de passer par un marché financier.

Les pays émergents comme la Chine craignent pour leur part que le marché du carbone ne serve d'échappatoire aux pays riches.

Les États-Unis redoutent quant à eux que la compétitivité de leurs entreprises s'érode si ces pays peuvent continuer à consommer des énergies polluantes bon marché. Ils exigent donc des pays émergents qu'ils s'engagent à réduire «de un à 2%» la croissance de leurs émissions de gaz nocifs à l'horizon 2010.

Derrière ces positions diplomatiques se cachent d'énormes enjeux économiques», observent plusieurs chefs de délégation. Ainsi les États-Unis sont-ils soupçonnés par les Euro-

péens de vouloir profiter de leur puissance stratégique pour se livrer à des «transactions occultes» avec les Russes. Moscou est en effet à même de vendre une quantité considérable de droits d'émission, son quota ayant été fixé avant que ses rejets de carbone ne chutent de 29% en quatre ans (1994 par rapport à 1990) à la suite de l'effondrement de son économie.

Selon une projection du consultant international Pricewaterhouse Coopers, le marché du carbone pourrait atteindre en dix ans 100 milliards de dollars par an sur la base d'un prix de quelque 90 dollars la tonne de carbone. Il représenterait pour les seuls États-Unis, en supposant qu'ils recourent à ce marché pour satisfaire les deux tiers de leur quota de Kyoto, quelque 30 milliards de dollars par an.

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

I.N.O.D.E.X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322

Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit



175
MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, maison santé, 15 min. Bromont ou Orford, style «Country living». Panorama exceptionnel, tranquillité, sem./mois. (514)481-8352.

ILES-DE-LA-MADELEINE
Maison 2 étages, emplacement et aménagement optimaux, restaurée avec goût, toute équipée. Libre immédiat. 200\$/sem., 300\$/mois. (819)868-4236 soir ou message.

LANAUDIERE - 20 min. centre ski, bord de l'eau, 3 c.c., foyers, équipé, déneigé. Saison hiver/année. 255-5603.

ORFORD - Maison agréable: espace, lumière, lac montagne. Ski fond, tranquillité, sabatique. 11 déc. - 16 av. (514)529-5195

176
CHALET À LOUER

LAC L'ACHIGAN, bord de l'eau, 3 c.c., foyer en pierre, meublé, 5 000\$/saison. 766-0222, (450)563-5819.

251
BUREAUX À LOUER

BEAUBIEN/3e AVE. secteur revitalisé, r. de c., 4 bureaux fermés, secrétaire, 1 000 p.c., stat. 725-2443

COURS LE ROYER. A partager, 3 bureaux entier, meublés. Libre. Idéal pour prof. 844-7133

HENRI-BOURASSAL/Acadie
Désire partager espace avec autres professionnels. Bureaux fermés, salle de conférence, stationnement. Libre. (514)335-9915

OUTREMONT - R. de c., face église St-Viateur, 900 p.c. 11 incl. idéal professionnel. 948-3909, 916-0281

ST-DENIS/Jarry, r. de c. pour professionnel. 600 p.c. 7358 tout inclus. 389-1400

307
LIVRES / DISQUES

LIBRAIRE d'expérience achète à domicile. Mtl & prov. (514)914-2142.

318
MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

LIQUIDATION + de 300 bureaux, chaises, filières, neufs/usagés. 685-4051

Les Aménagements F.B. Inc.

320
AMEUBLEMENT

DIVAN ET CAUSEUSE assortis, en velours côtelé, bleu-gris. Comme neufs. Valeur 1 200\$. Prix 500\$. Téléphones: (514)989-3315, (514)523-9833

322
APPAREILS ELECTRO-MENAGERS

ASPIRATEUR FILTER QUEEN, tout équipé, propre, neuf. 300\$. 255-4716

325
INSTRUMENTS DE MUSIQUE

PIANOS DE MARQUES PRESTIGIEUSES. Entièrement restaurés. Piano forte (514)931-2245.

430
TECHNIQUE ET MÉTIERS

PERSONNEL D'ENTRETIEN/SERVICE DE PISCINE requis pour compagnie de Toronto. Emploi plein temps à l'année. Disponible maintenant. Expérience un atout mais pas nécessaire. Doit pouvoir se débrouiller en anglais. Dossier de conduite automobile impeccable requis. Faxer C.V. au (416)736-4773.

445
GARDERIES GARDIEN(N)E

GARDIENNE fiable, non-fumeuse, demandée pour garder un petit garçon de 3 ans, secteur Plateau Mont-Royal. 5 jours/semaine, de 11h a.m. à 8h p.m., à partir du 15 novembre, chez-elle et chez-moi. 528-0716.

530
COURS

ANGLAIS INTENSIF Maltrise McGill. 1990, T.E.S.L., privé, semi-privé. 849-5484.

550
VOYAGES

NO LA JERUSALEM
Excursion 9 jours. Voyages AA. 332-5554

575
DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR
Courtis, ponctuel, attentionné
VINCENT SCALLON, 946-9553

GILLES JODOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

597
RENCONTRES

RECHERCHÉ universitaire français (55-65 ans), esprit, humour, sensibilité pour artiste, polyglotte, enjouée, échouée au Québec. Dossier 545. Le Devoir, 2050 de Bleury, 9e, Montréal, QC, H3A 3M9

340
ARTICLES DE SPORT

GARDIEN DE BUT?

Équipement de gardien de but complet, grandeur adulte.

900\$, négociable.

Christian ou Pascal

Tél.: 765-9353 • Pag.: 440-9478

ENCADREZ votre

PETITE ANNONCE

985-3322

Canada

Notre site WEB A BESOIN DE VOS IDÉES



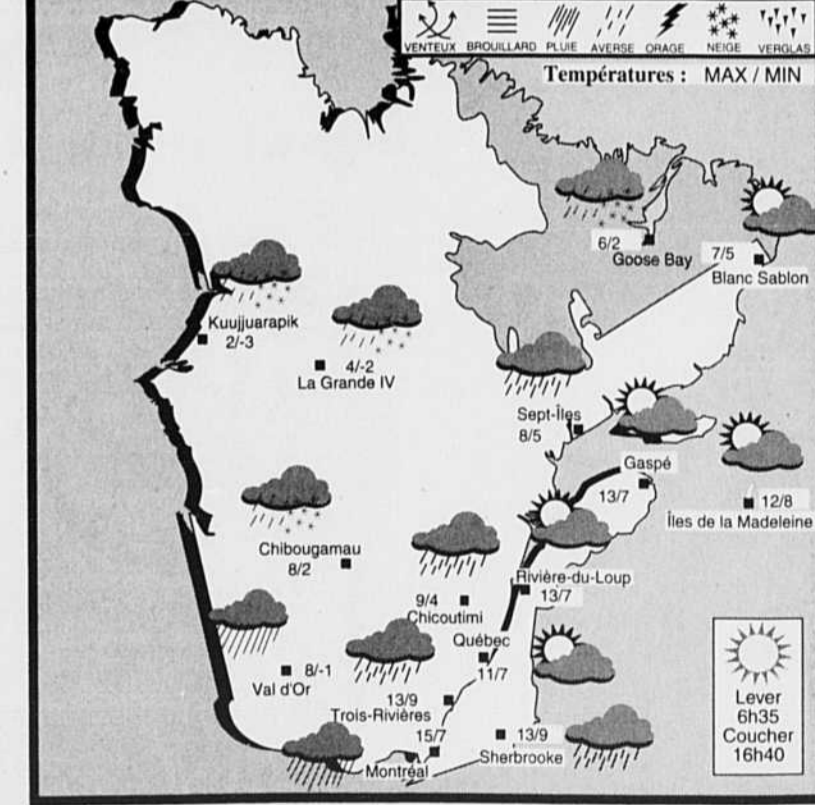
Les Éco-collectivités du millénaire sur la voie verte

L'environnement vous préoccupe? Partagez vos réflexions avec d'autres citoyens dans le site Web des Éco-collectivités du millénaire. Conçu pour réunir les gens qui se chargent de l'environnement, ce site Web renferme de l'information sur les pratiques exemplaires, les outils, les occasions de réseautage, outre des conseils et beaucoup plus encore. Transformez votre préoccupation en action - visitez le www.eco.ca/eco aujourd'hui!

Canada

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mercredi	Judi	Vendredi
	max 15	min 7	max 15	3/8	3/12



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mercredi	Judi	Vendredi
	max 11	min 7	max 10	3/6	0/7

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mercredi	Judi	Vendredi
	max 12	min 9	max 11	3/6	2/10

Météo-Conseil
1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source



MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTALLEMENT

- 1- Parole. — Nom et prénom.
- 2- Cabane. — Faire dépérir.
- 3- Langue slave. — Plateau formé d'une coulée volcanique.
- 4- Partie d'une église. — Terrium.
- 5- Elle habite en Grèce. — Compagnie. — Stère. — Analyse.
- 7- Relatif à une rotation. — Dans. — Unité de radioactivité. — Meugler.
- 9- Oraisons. — Cela.
- 10- Excrément des oiseaux. — Roi de Suède.
- 11- Surveillance. — Pilaf. — Poème.
- 12- Secours. — Envelopper.

- 4- Paf. — Freine.
- 5- Physicien allemand (1879-1955).
- 6- Photomètre pour mesurer l'opacité.
- 7- Décapite. — Rognon.
- 8- Nickel. — Sans aiguillon ni épines (Bot.). — Zirconium.
- 9- Qui a l'aspect du duvet.
- 10- Atoll. — Ressenti. — Suc épuré d'un fruit cuit.
- 11- Epreuve. — Meurtre de Dieu.
- 12- Arbre. — Canot automobile.

Solution d'hier

1	J	B	O	N	A	S
2	T	I	N	E	N	D
3	J	B	O	D	M	A
4	L	O	R	A	N	E
5	L	I	M	B	E	R
6	T	R	A	N	S	
7	G	A	S	I	N	
8	U	N	E	T	A	M
9	T	O	C	I	N	O
10	T	I	R	A	D	E
11	E	X	T	R	O	S

VERTICALEMENT

- 1- Trucider. — Gallium.
- 2- Ofrande à Dieu. — Décampé.
- 3- Groupe de fleurs. — Ripaton.

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

Propriétaires!

Logement à louer? Propriété à vendre?

975\$*

*3 lignes, 3²⁵ par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 20% de plus.

Heure de tombée: 14h30 tous les jours

985-3322

Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant

Différents forfaits disponibles.

LE DEVOIR



Objectif 34 500 000 \$



21 380 727 \$

merci de prêter main-forte



Centre Side

LE PROJET D'ONEX EN DONNE PLUS AUX ACTIONNAIRES.

43 % DE PLUS AU COMPTANT

Les actionnaires recevront 1,1 milliard de dollars, soit 300 millions de plus que n'offre la direction d'Air Canada.

600 MILLIONS DE DOLLARS DE PLUS EN SYNERGIES RÉALISABLES

Air Canada s'attend à ce que AMR soit d'accord pour renoncer à 530 millions \$ en actions privilégiées. Il n'en est rien. Air Canada ne pourra donc pas acheter Canadian Airlines et profiter des synergies escomptées. Seule Onex a les ententes signées ainsi que l'appui des syndicats. Nous allons mener notre projet à terme.

**LES MEMBRES DE LA DIRECTION
ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONEX
ONT MIS LEUR ARGENT SUR LA TABLE,
TOUT COMME LES ACTIONNAIRES
D'AIR CANADA. CE N'EST PAS LE CAS DES
MEMBRES DE LA DIRECTION ET DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION D'AIR CANADA.**

En fait, les 13 membres du conseil d'administration et la haute direction d'Air Canada ne détiennent, en tout et pour tout, que moins d'un million de dollars en actions d'Air Canada. Les membres du conseil d'administration et les dirigeants d'Onex vont investir dans la nouvelle Air Canada plus de 100 fois ce montant.

ONEX

POUR LA SOLUTION CANADIENNE

www.airco.ca

État de la réserve collective de sang
La réserve de sang: 5 jours
Groupes sanguins en demande aujourd'hui: B-, A-

LE DEVOIR
LES SPORTS

HORS-JEU
Sale affaire (suite)

Samedi, nous avons discuté de l'entrevue serrée qu'a menée Jim Gray, reporter de NBC, avec Pete Rose lors de la Série mondiale.

En journalisme, tous les débats sont vieux. Évoquez n'importe quelle histoire auprès d'un intéressé, et il vous rétorquera que «c'est un vieux débat».

On savait d'abord que les amateurs de sport ont un comportement ambivalent. Ils consomment avidement la moindre parcelle d'information, fût-elle de la plus haute banalité.

Flashback à l'automne 1997: Jacques Villeneuve, nouveau champion du monde de Formule 1, fait l'objet d'une fête au Centre Molson.

De même, la foule d'Atlanta a réservé sa plus belle ovation à Pete Rose, pourtant entouré à cette occasion de tout ce que le baseball compte de légendes.

Mais les citoyens se plaignent très rarement de ce qu'un journaliste travaille sérieusement au corps un politicien. En revanche, ils ont été des milliers à protester auprès de NBC du comportement de Gray.

Mais apparemment, le public sportif ne veut pas qu'on touche à ses idoles, même déçues.

Si l'attitude de Jim Gray a suscité un tel tollé, c'est qu'elle est rarissime. Ça aussi, on le savait.

De plus en plus, la télévision entretient des rapports incestueux avec le sport professionnel. Un nombre croissant d'entreprises de télécommunications deviennent propriétaires d'équipes sportives.

Pas besoin de détenir un doctorat en marketing ou en psychologie humaine pour comprendre que, dans les circonstances, on ne tient pas particulièrement à ce que le spectacle soit assombri par la présentation d'une quelconque réalité.

Ainsi la télé dépeint-elle tous les événements dont elle possède les droits plus grands que nature. Ce n'est pas à La Soirée du hockey que vous entendrez qu'un match Canadien-Tampa Bay s'annonce d'une platitude à mourir.

Plus encore: si on y fait de l'«information», c'est avec le souci de ne pas (trop) déplaire au circuit avec lequel on a établi un «partenariat».

La coutume est également aux interviews d'une complaisance et d'un gâtisme ahurissants. On attendait exactement cela de Jim Gray, comment ça va Pete? heureux d'être ici? ça doit être formidable de côtoyer autant de vedettes?

Dans le sport télévisé, rien n'est clair. Qui paie qui, qui est payé pour dire ou ne pas dire quoi? Comment le descripteur des courses de Formule 1 ou Réseau des sports s'est-il retrouvé animateur de la fête à Villeneuve?

Ce sont là de vieilles questions. De vieux débats. Qui n'intéressent pas grand monde, à ce qu'il paraît, parce que le sport, au fond, n'est pas important. Juste un divertissement. Une évasion. La preuve, c'est que les gens se fichent de la part des choses à faire.

Tant pis.
jdion@ledevoir.com

Décès du meilleur porteur de la NFL
Walter Payton tire sa révérence

«Sweetness» a cumulé des gains de 16 726 verges en 13 saisons, un record encore inégalé

ASSOCIATED PRESS

Chicago — Walter Payton, meilleur porteur de ballon de l'histoire de la NFL, est décédé hier à l'âge de 45 ans.

Payton est mort à son domicile de Barrington, en banlieue de Chicago, vers l'heure du midi. La cause du décès n'a pas été immédiatement dévoilée.

Payton souffrait de cholangite sclérosante primitive, une rare maladie du foie qu'on ne peut soigner que par une transplantation.

«Il est le meilleur joueur de football que j'ai vu à l'oeuvre. Toutes positions confondues, il a été le meilleur», a affirmé Mike Ditka, qui a dirigé Payton durant six de ses 11 saisons à la barre des Bears, dont l'année de la conquête du Super Bowl en 1985.

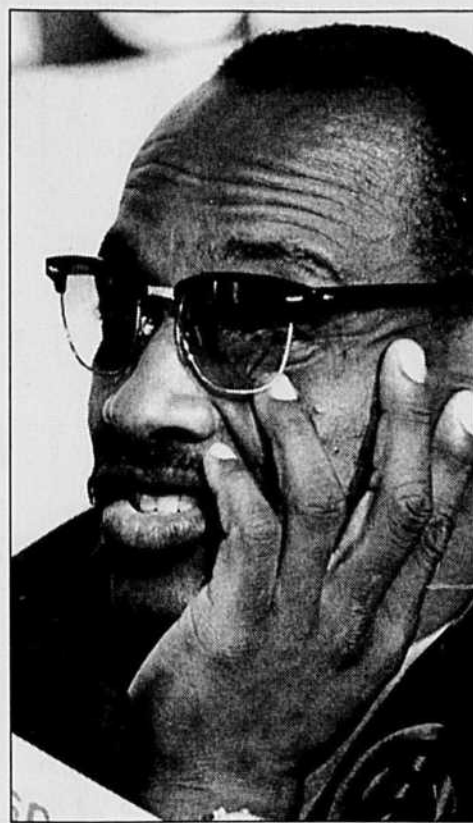
«Il était un joueur complet. Il pouvait tout faire sur le terrain. Il était un leader, a recherché Ditka. Il était le meilleur demi offensif, mais il a peut-être été le meilleur bloqueur de l'histoire à sa position.»

Les amateurs de football ont été abasourdis en février dernier quand Payton, amaigri par la maladie, a fait savoir qu'il souffrait de cholangite sclérosante primitive. Il a limité ses présences publiques par la suite.

Payton a cumulé des gains de 16 726 verges au cours de sa carrière de 13 ans, un record que Barry Sanders aurait pu fracasser cette année s'il n'avait pas décidé d'abandonner.

«Je veux placer la barre tellement haute que le prochain qui tentera de battre ce record devra s'arracher le coeur», avait déjà déclaré Payton.

Même si on l'appelait affectueusement «Sweetness» en raison de sa gentillesse, Payton a fait sa marque au football grâce à son style agressif. Il survolait littéralement la ligne des buts quand c'était nécessaire.



Walter Payton avait donné une conférence de presse en février afin de trouver un donneur. En vain.

Le commissaire de la NFL Paul Tagliabue a qualifié Payton «d'un des plus grands joueurs de l'histoire du sport».

«Walter a été une source d'inspiration dans tout ce qu'il a fait. La dignité qu'il a affichée au cours des derniers mois de sa vie nous ont rappelés que «sweetness» était le surnom approprié pour Walter Payton», a dit Tagliabue.

Premier choix des Bears (quatrième au total) en 1975, Payton a remporté en 1977 le premier de ses deux titres de joueur par excellence de la ligue, au terme de sa saison la plus productive de sa carrière.

Au cours d'un match contre les Vikings du Minnesota, il a récolté 275 verges par la course, un record de la NFL. En 1984, il a brisé le record de 12 312 verges de Jim Brown.

En 1985, Payton a aidé les Bears à remporter leur seul titre du Super Bowl, même s'il n'a pas marqué dans la victoire de 46-10 des Bears face aux Patriots de la Nouvelle-Angleterre.

Payton a annoncé sa retraite en 1987, et les Bears ont aussitôt retiré son chandail numéro 34. Il a connu 10 saisons de plus de 1000 verges de gains et 77 matchs de plus de 100 verges.

En 13 saisons, il n'a raté qu'un match à cause de blessure. C'était lors de sa première année dans la ligue et, n'eût été de lui, il aurait joué.

Payton laisse dans le deuil son épouse, Connie, et ses deux enfants, Jarrett et Britney.

Accident fatal de Greg Moore
Les risques du métier

ASSOCIATED PRESS

Fontana — Deux jours avant sa mort, Greg Moore avait parlé des risques de rouler à 370 km/h.

«Les voitures sont aussi sécuritaires qu'elles peuvent l'être, avait confié le pilote de 24 ans de Maple Ridge, en Colombie-Britannique. Mais on ne sera jamais capable de rendre la course automobile tout à fait sécuritaire.

Moore a trouvé la mort, dimanche, pendant le Marlboro 500 à Fontana.

Pour une raison encore inconnue, il a perdu le contrôle de sa Reynard-Mercedes et il a percuté un mur de béton à plus de 300 km/h. Quelques minutes auparavant, Richie Hearn avait été victime d'un accident presque au même endroit à une vitesse semblable, mais il s'en est sorti indemne.



De nombreux témoignages ont été adressés en hommage au jeune pilote.

Il a semblé que la tête de Moore a frappé le mur après que la voiture se soit soulevée dans les airs et retournée sur le côté.

«Nous continuons de travailler sur la sécurité, trouvant de plus en plus de manières de protéger les pilotes, les membres de l'équipe et les amateurs, a révélé le propriétaire d'équipe et ancien pilote vedette Bobby Rahal.

Mario Andretti, un champion à la retraite, a commenté la course automobile à une époque où sa pratique était beaucoup plus périlleuse. «J'ai enterré beaucoup d'amis en Formule 1, a-t-il constaté.

Plus sécuritaire que jamais
Mario Andretti, un champion à la retraite, a commenté la course automobile à une époque où sa pratique était beaucoup plus périlleuse.

Une blessure qui fait jaser
Moore a presque raté la course de dimanche. Une voiture a renversé son «scooter» samedi matin dans les garages.

Moore a presque raté la course de dimanche. Une voiture a renversé son «scooter» samedi matin dans les garages. Il en a été quitte pour une fracture d'un doigt, des lacerations à la main et une contusion à la hanche.

Dominik Hasek est blessé
Les Sabres ont la poisse

ASSOCIATED PRESS

Buffalo — Au moment où les Sabres de Buffalo apercevaient la lumière au bout du tunnel, ils ont encaissé un autre dur coup.

Le gardien Dominik Hasek a aggravé une blessure à l'aîne, qu'il s'est infligée la saison dernière, et il pourrait être contraint à l'inactivité pendant plusieurs semaines.

Hasek (1-4-1) connaissait un mauvais début de saison mais commençait à afficher la forme des dernières saisons.

Il s'est blessé au cours de la victoire de 3-2 des Sabres face aux Panthers de la Floride, vendredi dernier. Il a dû quitter la rencontre à 33 secondes de la fin de la troisième période, quand le score était 2-2.

ron (2-1, moyenne de 2,88) et Dwayne Roloson (0-2-1) seront appelés à partager la tâche devant le but.

Biron a été chancelant dans la défaite de 3-0 contre les Bruins de Boston, samedi, se jetant sur la glace souvent trop tôt et se faisant prendre hors position.

«Des erreurs de jeunesse, a excusé Ruff. De toute évidence, il était quelque peu nerveux. Il s'est ressaisi par la suite.»

Sans Hasek dans leurs rangs, les Sabres montrent une fiche de (3-7-2). Ils devront se retrouser les manches, eux qui connaissent un des pires débuts de saison de leur histoire.

«Dom est le meilleur gardien au monde, mais il n'y a rien qu'on peut faire face à la situation», a commenté le défenseur, James Patrick. «Et nos autres gardiens sont bons également.»

BASEBALL



Les Cubs de Chicago sont désormais entre les mains de Don Baylor.

Le défi de Baylor

ASSOCIATED PRESS

Chicago — Les Cubs de Chicago ont confié le poste de gérant à Don Baylor dans l'espoir que l'ex-instructeur des frappeurs des Braves d'Atlanta parviendra à relancer une équipe affaiblie par les blessures qui a terminé au dernier rang la saison dernière après avoir participé aux séries éliminatoires l'année précédente.

«En toute franchise, ça va être un défi, a confié Baylor en conférence de presse. Il y a des partisans des Cubs partout autour du monde... Je veux en faire partie.»

Baylor remplace Jim Riggleman, congédié le mois dernier, et il devient le 46^e gérant des Cubs. Il est le premier Noir à obtenir le poste de gérant dans les 123 ans d'histoire de la concession.

La nomination de Baylor contribue à augmenter la présence de gérants provenant des minorités. Il se joint à Felipe Alou des Expos de Montréal, Dusty Baker des Giants de San Francisco et Jerry Manuel des White Sox de Chicago.

EN BREF

Stoneman à la barre des Angels

Anaheim (PC) — Bill Stoneman, déjà habitué à relever des défis dans son rôle de vice-président des Expos de Montréal, avoue qu'une immense tâche l'attend à titre de nouveau directeur général des Angels d'Anaheim.

Transat Le Havre-Carthagène

Carthagène (AFP) — Loïck Peyron, sur son vieux trimaran Fujicolor II, a terminé avec brio une saison exceptionnelle en remportant hier, associé à Franck Proffit, la 4^e transat Le Havre-Carthagène, qui manquait à son tableau de chasse pourtant fourni.

Un pari payant

Wellington (AP) — Qualifiée de «drame national» en Nouvelle-Zélande, la déroute des All Blacks face aux Français en demi-finale de la Coupe du monde de rugby n'a pas fait que des malheureux au pays du rugby-roi.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Table with columns: G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Rows for Toronto, Ottawa, Boston, Buffalo, Montréal, New Jersey, Philadelphia, NY Rangers, Pittsburgh, NY Islanders.

ASSOCIATION DE L'OUEST

Table with columns: G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Rows for Detroit, St. Louis, Nashville, Chicago, Vancouver, Colorado, Edmonton, Calgary, Phoenix, San Jose, Los Angeles, Anaheim, Dallas.

Table with columns: G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Rows for Ottawa, Edmonton, Phoenix, San Jose.

Table with columns: G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Row for Los Angeles à Pittsburgh, 20h.

Table with columns: G, P, N, NR, Bp, Bc, Pts. Rows for Ottawa, Montréal, N.Y. Islanders, Toronto, Tampa Bay, Los Angeles, Buffalo, St. Louis, Nashville, Florida, Philadelphia, Phoenix.

FOOTBALL

ASSOCIATION AMÉRICAINNE

Table with columns: G, P, N, Moy., PP, PC. Rows for Miami, N.-Angleterre, Indianapolis, Buffalo, N.Y. Jets, Jacksonville, Tennessee, Pittsburgh, Baltimore, Cincinnati, Cleveland.

Table with columns: G, P, N, Moy., PP, PC. Rows for Kansas City, Seattle, San Diego, Oakland, Denver.

ASSOCIATION NATIONALE

Table with columns: G, P, N, Moy., PP, PC. Rows for Washington, N.Y. Giants, Dallas, Arizona, Philadelphie, Detroit, Green Bay, Minnesota, Tampa Bay, Chicago, St. Louis, San Francisco, Carolina, Atlanta, Nlle.-Orléans.

Table with columns: G, P, N, Moy., PP, PC. Rows for Buffalo, Atlanta, Washington, Cleveland, Jacksonville, New York Giants, Tennessee, Kansas City, Nlle.-Angleterre, Miami, Indianapolis, Minnesota, Detroit, Tampa Bay.

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Table with columns: G, P, N, Moy., PP, PC. Rows for Montréal, Hamilton, Toronto, Winnipeg, C.-B., Calgary, Edmonton, Saskatchewan.

Table with columns: G, P, N, Moy., PP, PC. Rows for Calgary 31 Montréal 24, Saskatchewan à C.-B., 22h30.

• CULTURE •

Conflit à la PdA

Casse-Noisette maintenu

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le ballet *Casse-Noisette* sera présenté comme prévu par les Grands Ballets canadiens (GBC), à la fin de l'année, même si le conflit de travail persiste à la Place des arts (PdA). La direction de la compagnie a annoncé hier qu'elle entendait utiliser des cadres de la PdA et faire appel à des bénévoles pour effectuer les tâches habituellement remplies par les techniciens en grève.

La présentation de ce ballet est devenue une tradition de fin d'année des GBC. Pendant la période des Fêtes, environ 40 000 personnes goûtent ce spectacle tout en tute. La 36^e édition sera présentée du 17 au 30 décembre, à la salle Wilfrid-Pelletier. *Casse-Noisette* sera également à l'affiche à Québec. Par contre, pour l'instant, la tournée à Saint-Louis, aux États-Unis, demeure incertaine. Une décision est attendue cette semaine à ce sujet.

«Au cours des derniers jours, nous avons reçu de nombreux témoignages d'appui de toutes parts dans la population», expliquait hier en conférence de presse Alain Dancyger, directeur général de la compagnie, à ses bureaux de Montréal. «Nous avons décidé d'aller de l'avant avec la présentation du ballet lors d'une réunion extraordinaire, durant le week-end.»

Les «remplaçants» des techniciens vont d'abord s'occuper du montage des décors, en multipliant par cinq ou six le temps de travail nécessaire (environ 18 heures habituellement). Ils vont ensuite prendre en charge la conduite technique des représentations. Le personnel des GBC superviserà le travail des cadres de la PdA et des bénévoles. M. Dancyger estime avoir besoin de cinq à sept bénévoles. Il souligne aussi que, selon une jurisprudence, des bénévoles ne peuvent pas être considérés comme des briseurs de grèves.

Le conflit de travail à la Place des arts dure depuis le 23 juin. Une rencontre de médiation entre les parties patronale et syndicale est prévue après-demain.

Depuis le début du conflit, les cadres de la Société ont démontré leur capacité à soutenir techniquement les spectacles prévus à l'horaire. Jusqu'à maintenant, la compagnie Jean Duceppe n'a annulé aucune représentation de sa saison théâtrale et les abonnés ne semblent pas se plaindre de la qualité du travail fourni dans les coulisses.

Les GBC ont relocalisé le ballet *Giselle* mais annulé la présentation du *Lac des cygnes*. Les pertes nettes de la compagnie sont évaluées à un demi-million. L'annulation de *Casse-noisette* aurait fait gonfler le déficit accumulé à 1,2 million.

CINÉMA

Service porte à porte

Odile Tremblay
Le Devoir



Rouyn-Noranda — Les gens qui fréquentent le festival de l'Abitibi depuis plusieurs années déclarent avec raison que l'événement a bien changé. Le côté amateur de l'affaire qui culminait avec les discours bafouillant des députés régionaux dont on se confiait les bourdes avec allégresse ont laissé la place à de très succinctes salutations qui gagnent en dignité ce qu'elles perdent en sujet d'hilarité. Maude Gaudreault, qui présente des projections a beaucoup de classe. L'organisation roule comme une machine bien huilée. Nécessaire rendez-vous...

beaucoup sur la formation d'une relève de cinéphiles dans le camp des enfants, combat de David contre Goliath, tant la mainmise des majors est grande chez cette clientèle abreuvée au lait d'Hollywood.

Jacques Matte se souvient d'un temps où l'État jouait chez lui un rôle clé. Ses souvenirs remontent à quelques années à peine, quand l'ONF avait encore ses bureaux régionaux disséminés dans plusieurs régions du Québec et faisait circuler des œuvres qui avaient besoin d'un coup de pouce pour rejoindre les gens. «C'était littéralement du service porte à porte», dit-il, et le trou que la clôture de ces bureaux régionaux a créé, ne fut jamais comblé. Les documentaires circulaient dans le réseau des écoles. Les cinéastes accompagnaient leurs films en tournées. Pierre Perrault, par exemple, pour son cycle *abitibiien*, se déplaçait partout dans les municipalités, rencontrait les gens. Les documentaires de l'ONF réclamaient un présentoir humain, des véhicules souples pour s'imposer. Or ceux-ci ont désormais disparu.»

Aux yeux de Jacques Matte — qui en plus de s'occuper du festival, est directeur du Théâtre du Cuivre — les cinémas nationaux ont besoin en région, tout autant que les documentaires, de ce service porte à porte. «On doit travailler avec le milieu scolaire, avec les clientèles de l'âge d'or parfois. Nous multiplions les ententes pour que les films du Ciné-Qualité circulent hors du Théâtre du Cuivre. Il faut porter nos clientèles à bout de bras. S'asseoir sur des acquis est impossible ici.»

En fait, tel est peut-être l'avantage des équipes régionales sur les institu-

tions culturelles des grandes villes. Elles savent que tout demeure fragile: un festival de cinéma tout autant que les projections en salle de répertoire au fil de l'année «régulière». Ça les oblige à ne pas perdre de vue leur clientèle, à demeurer vigilants, à l'écoute. Les festivals de Montréal gagneraient de toute évidence à leur emprunter un peu de cette vigilance.

Le modèle belge

Je me sens souvent épatée par le cinéma belge. Comment un petit pays qui produit six longs métrages par année, collé sur une France à la cinématographie dominante et égoïste de l'autre côté par Hollywood comme tout le monde, comment donc, ce petit pays-là arrive-t-il à mettre au monde autant de films de qualité?

Sur les six productions en question, on en retrouve toujours au moins quatre dans le circuit des festivals où plusieurs seront primées. À Cannes le printemps dernier, deux films belges étaient de la partie. Le premier, *La Promesse* des frères Dardenne remportait la palme d'or, le second *Les convoyeurs attendent* de Benoît Mariage, présenté à la Quinzaine, constituait un des coups de cœur du festival. Je pensais à ça, dimanche soir, en assistant à la projection de ces *Convoyeurs attendent* à Rouyn. Il n'a pas coté plus cher que nos films québécois, mais se révèle tellement pétri d'imagination, de fantaisie, d'intelligence dans le regard, dans le scénario. C'est simple: l'histoire d'une famille, comme on en produit tant ici, mais quel bon dosage de comique et de tragique!

Parfois je me dis que c'est vraiment l'inspiration qui manque à notre cinéma. Plusieurs estiment qu'il faut une masse critique de films au Québec pour qu'émergent quelques perles, mais ils ne l'ont pas cette masse critique, en Belgique, et les perles sont au rendez-vous. Troublante constatation, non ?

SPECTACLES

Noire comme le Pérou



Susana Baca.

SOURCE CENTRE PIERRE-PELADEAU

VINCENT DESAUTELES

Dire que jusqu'ici, on associait candide Pérou et musique des Andes sans se poser davantage de questions. Comme si la seule réalité musicale péruvienne était à l'image de ces groupes folkloriques qui font résonner leur flûte des Andes sur les places publiques d'Europe et d'Amérique. Susana Baca, de passage ce soir au Centre Pierre-Péladeau, aura au moins le mérite d'élargir nos horizons musicaux, ainsi que de nous remettre en mémoire quelques considérations sur la colonisation de l'Amérique.

Car la dame, originaire de Lima, colporte avec elle un univers mal connu: celui des Afro-Péruviens, ces descendants d'esclaves africains qu'ont amenés avec eux les conquérants espagnols pour travailler aux mines d'argent et pour cultiver la canne à sucre et le coton. Comme Cuba, l'Argentine ou le Brésil, le Pérou héberge donc lui aussi une communauté d'ascendance africaine qui demeure commodément confondue sous le vocable «créole». «Il y a eu un oubli de cette présence dans mon pays», explique Susana Baca; «les descendants des esclaves préféraient ne pas se rappeler de leurs origines parce qu'elles évoquaient l'esclavage.» Heureusement, les temps changent. Elle qui n'a jamais eu l'appui des grandes maisons de disques péruviennes connaît depuis quelques années un succès appréciable sur la scène internationale avec une musique issue de la tradition afro-péruvienne. En fait, depuis que David Byrne, grand dénicheur de musiques du monde, surtout les moins connues, lui a ouvert les portes de son étiquette Luaka Bop, la vie de Susana Baca a changé et la culture afro-péruvienne se manifeste désormais au grand jour au lieu de se limiter à un caprice de l'histoire.

Reconnaissance mondiale

«J'aurais préféré que ça m'arrive à vingt ans», laisse tomber Susana Baca en souriant. Mais le succès arrive rarement tout cuit dans le bec; il y a derrière cette reconnaissance mondiale quelque trente années de carrière, marquées par les cassettes autoproduites et par les efforts pour maintenir

en vie la culture populaire dans laquelle elle a grandi. «La musique afro-péruvienne n'était pas une musique qu'on entendait à la radio», souligne-t-elle. Elle était plutôt restreinte aux cercles familiaux. Avec son mari, Ricardo Pereira, Susana Baca a sillonné le Pérou à la recherche de cet héritage en voie de disparaître, recueillant les témoignages et les artefacts. Les esclaves n'avaient pas le droit de jouer de la musique et un certain savoir-faire a disparu au cours des âges. Il leur a fallu parfois ressusciter des connaissances aujourd'hui perdues, tels certains instruments de percussions, «calabazas» ou «botijas», qu'ils ont reconstitués à partir d'illustrations anciennes et qui donnent aux rythmes de ses chansons un son si particulier. «Mais l'idée n'est pas de jouer de la musique dans une perspective ethnologique ou musicologique, intervient Ricardo Pereira, il s'agit davantage de garder cette culture vivante.»

La musique de Susana Baca est à la fois moderne et ancrée dans la tradition afro-péruvienne. D'une part, la chanteuse ouvre avec ses chansons la voie aux poètes et aux compositeurs d'aujourd'hui. Par contre, ses rythmes obsédants, «landò», «festejo», «zamacueca», tous étrangement syncopés, marquant la différence avec ceux des pays voisins, renvoient inmanquablement aux sources africaines de cette musique. «Mais le côté suave, la cadence et la mélancolie qu'on y retrouve aussi viennent du métissage avec les musiques des Andes», ajoute la chanteuse.

L'image de cet héritage afro-péruvien: hautement métissé. «Il est plutôt rare de croiser au Pérou des Noirs très noirs de peau, mais l'héritage africain reste quand même très présent. Dans la langue, dans la musique, dans la nourriture...», indique-t-elle. «C'est un mélange très fort», rajoute Ricardo Pereira: «Surtout, ce n'est plus possible de nier l'apport de la culture africaine dans l'identité péruvienne.» Et Montréal en reçoit à son tour la preuve vivante, on ne peut plus vivante...

SUSANA BACA

au Centre Pierre-Péladeau
mardi 2 novembre à 20h.

Fragilité et vigilance

On l'a dit: le festival de Rouyn mise

Les relations entre TQS et le Journal de Montréal

Pour un code de conduite

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Le Comité de surveillance sur l'indépendance des salles de nouvelles de TQS rejette la plainte des journalistes du *Journal de Montréal*. Mais il relance la balle à Quebecor, en recommandant que la compagnie encadre les relations entre ses différents filiales par un code de conduite similaire à celui qui a été imposé à TQS.

C'est la première fois que ce comité de trois membres indépendants, formé à l'occasion de l'achat de TQS par Quebecor et imposé par le CRTC, se réunissait pour étudier un dossier particulier. Le Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* lui avait soumis le 15 septembre une plainte selon laquelle des pressions auraient

été faites pour «orienter» la couverture journalistique concernant TQS.

Le comité a compris son mandat à la lumière du Code de déontologie sur l'indépendance des salles de nouvelles de TQS. Comme ce code ne vise que le personnel de TQS le comité a estimé qu'il n'avait pas le pouvoir de faire enquête sur des faits survenus dans une autre entreprise que TQS, dont le *Journal de Montréal*.

Pour cette raison les dirigeants du journal ont d'ailleurs refusé de rencontrer le comité, qui a tout de même obtenu le témoignage du président de TQS, René Guimond, celui-ci affirmant ne pas avoir effectué lui-même les gestes reprochés dans la plainte.

Toutefois, ajoute le comité, les faits rapportés donnent à penser que «les dirigeants du *Journal de Montréal* ont fait

montre d'un souci particulier à l'égard de la couverture dont bénéficiait TQS dans le journal». Le comité reconnaît que des alliances de marketing entre TQS et Quebecor sont possibles et s'inscrivent dans une logique commerciale mais le phénomène «ne doit pas mettre en péril l'indépendance éditoriale des professionnels de l'information», écrit-il. Il conclut donc en demandant à TQS de rappeler à ses employés de redoubler de prudence dans les relations avec les employés de Quebecor. Et il propose à Quebecor d'encadrer les relations entre ses différentes filiales «au plan de l'indépendance des décisions rédactionnelles» par un code de conduite.

Le comité était formé de Guy Morin (jadis à la Place des Arts), de Andréanne Bournival de l'ONF et de Pierre Trudel de l'Université de Montréal.

• À LA TÉLÉVISION •

CANAU	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRG	Ce soir		Virginie	La Factice	Bouscotte		Enjeux / Hommes en crise: l'andropause	Téléjournal/Le Point / De Vancouver à New York	Nouvelles du sport	Découverte (23:28)			
TVA	Le TVA	Piment fort	Ent'Cadieux	Histoires de filles	Km/h	Les Machos	Le TVA	Le Poing J	Sports / Loteries (23:58)	Pub (23:58)			
TQ	Macaroni tout garni	Improvisissimo	Les Choix de Sophie	Cultivé et bien...	Cinéma / L'AVEU (3) avec Yves Montand, Simone Signoret		Dream on	Les Choix de Sophie	Le Présent du passé				
TQS	Le Journal (17:00)	Flash / C. Aznavour	Henri pis sa gang	2000 ans de...	Faut le voir pour le croire	Une fois c't'un gars	Le Grand Journal	La fin du monde...	110%	Aphrodisia	Flash	Sexe et Confidences	
RDI	Euronews	Capital...	Le Monde ce soir	Les Skinheads	Journal...	Maison neuve à l'écoute	Le Canada aujourd'hui					Téléjournal	
TV5	Tourisme	...Lumière	FR2 (19:03)	La Carte aux trésors / Festival franco-ontarien (21:15)	Temps présent (21:45)	Jrnl belge	Jrnl suisse	Soir 3	Jrnl TV5				
D	Contact Animal	Mer et Monde	Procès-choc	Biographies	Les Incorruptibles	Cinéma / UN DÉTECTIVES... (5)							
VIE	L'Hôpital...	Copines...	Sortie gaie	Vivre à...	Cinéma / UN AMOUR AVEUGLE avec Jacques Perrin	Table...	Allô docteur	Copines...	Miniséries				
MP	Clip		Géné.	Clip	La Courbe								
MX	Rythmes du monde	Ed Sullivan	Pop up	Musicographie/T. Lee	...chansons	The Corrs	Génération 70	Musico. / T. Lee	Pop up				
CF	Zone...	Pete...											
TTF	Ned, Triton	Graffiti	Angela...	Daria	Drôle...	Ren...	Simpson	Cybersix	Duckman	South Park	Simpson	Angela...	Ren...
RDS	... (17:50)	Sports 30	Mag	Omnium	de quilles	Championnat de billard	Billard	Sports 30	Sports 30	Qc Courses	Vacances		
TFO	Unique...	Volt	Panorama	...sorcier!	Yeux...	Le Poursuite du vent	Quelle aventure!	Panorama	Volt				
CBC	NewsWatch	Red Green	Pit Pony	Market Place	Venture	Life & Times	The National / CBC News	National...	News	Jake's...			
CTV (Mont.)	Pulse	Access	Becker	...Shoot me	It's Like...	Will & Grace	The West Wing	CTV News	Pulse	Jag			
GBL	News	Nat. News	Addams	E.T.	3rd Rock	That 70's...	Dharma...	Frasier	NYPD Blue	Outer Limits	South Park		
TV0	...Bus	...Kids	Changing...	...Health	Studio 2	Bad Blood (2/3)	Imprint	Studio 2	Antiques...				
ABC	News	ABC News	Judge Judy	Frasier	Spin City	It's Like...	Dharma...	Sports	Once and Again	News	Nght (23:35)	Politi. (0:05)	
CBS	News	CBS News	E.T.	Jag	60 Minutes II	Judging Amy	Dateline NBC				The Late Show (23:35)		
NBC	News	NBC News	Jeopardy	Wheel...	...Shoot me	3rd Rock	Will and Grace				The Tonight Show (23:35)		
FOX	Caroline...	Home...	Drew Carey	3rd Rock	Ally	That 70's...	Party of Five	Buffy the Vampire Slayer	Drew Carey	Star Trek: Voyager			
PBS (Burl.)	NewsHour	Nigh. Bus.	...	What's Happening to our Kids?		Nova	Frontline	...	Frontiers				
PBS (Plat.)	BBC News	Nigh. Bus.	NewsHour	Masterpiece Theatre / Lost for Words	...of Poetry	Berkeley Square	News	Charlie Rose					
CTV (Corn.)	News	Wheel...	Jeopardy	Ally	Spin City	The West Wing	Once and Again	CTV News	News	Open (0:05)			
A&E	Simon & Simon	Law & Order	Biography / Wallis	Investigative Reports	City Confidential	Law & Order	Biography						
BRAVO	Ted Quinlan Quartet	Videos	Jazz Box	Tom Jones	In Dreams - The Roy	Orbison Story	NYPD Blue	Homicide					
DISCOVERY	How'd they do that?	@discovery.ca	Wild Discovery	Exhibit A	...Illusions	Egypt's Ten Plagues	@discovery.ca	Wild...					
HISTORY	It Seems...	Fashion...	Vintage History	It Seems...	Myths	Millennium	...Bites	Mystic...	Tour of Duty	Millennium			
NEWSWORLD	News	Bus. News	NewsWorld Reports	Pamela...	Counter.	The National	Rough Cuts	NewsWorld Reports	National				
SHOWCASE	Madison	Red Dwarf	Counterstrike	Matrix	Due South	Cinéma / THREE COLOURS BLUE (2)	...	(0:06)					
LEARNING	Bob Vila's Home again	How'd they do that?	Trauma / Cross Currents	Exodus Earth	Star Fleet	Trauma / Cross Currents	Exodus...						
LIFE	...Doctor	Life, Pets	Images	Success	Moving...	Horse...	Extra	Fame...	...Chef	...Dinner?	Moving...	Horse...	Extra
TSN	...Record	Sportsdesk	...Hockey	NBA...	Basketball / Celtics - Raptors		Basketball / Trail Blazers - Grizzlies						
SPORTSNET	Sports	Hockey...	Gravity Games	Goin' Deep	SportsCentral	Hardcore Football	Last Word						
YTV	Addams	...Alien	Worst...	Big Wolf	Back...	Reboot	S. Holmes	Boy Meets	Student...	Goose.	Addams	Beasties	...Served?
CANAU	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

VIRGINIE

C'est la 400^e émission, performance remarquable quand même. Les personnages participent d'ailleurs à un party d'Halloween.

Radio-Canada, 19h

CULTIVÉ ET BIEN ÉLEVÉ

Début d'une série de reportages et d'émissions consacrées à la transgénèse, chaque soir de la semaine. Aujourd'hui un producteur de maïs transgénétique s'explique.

Télé-Québec, 19h30

LES PROCÈS CHOCS

Sujet de ce soir: les tribunaux d'appel qui renversent les décisions déjà prises.

Canal D, 20h

ENJEUX

L'andropause ça existe? Des hommes témoignent.

Radio-Canada, 21h

HISTOIRES DE CHANSONS

Histoire de voyages, de route et de chars avec Steve Faulkner, Pierre Flynn, Eric Lapointe.

MusiMax, 21h

BIOGRAPHIES

Portrait d'une comédienne très distinguée et expérimentée, Huguette Olym.

Canal D, 21h

TÉLÉJOURNAL/LE POINT

L'immigration clandestine au Canada.

Radio-Canada, 22h

LE DEVOIR CULTURE

Il n'y a pas que du Gallimard à la librairie Gallimard!
3700 boul. Saint-Laurent, tél. : 499-2012

THÉÂTRE

Comédie d'horreurs

Boycottage des activités pédagogiques, gel du financement, report de la Commission sur la Culture et contrecoups de la crise à Emploi-Québec: la rentrée d'automne frappe fort, très fort dans le milieu du théâtre.

Stéphane Baillargeon
Le Devoir



La scène craque de partout en ce moment. Depuis la rentrée d'automne, les problèmes se multiplient comme des répliques de théâtre d'été.

Il y a d'abord ce boycottage des activités parascolaires (ou pédagogiques, c'est selon le point de vue) par les membres de la CEQ. Demain après-midi, le Conseil québécois du théâtre se joint à d'autres associations artistiques (le Conseil québécois de la musique, Théâtres Unis Enfance Jeunesse et l'Union des artistes) pour une conférence de presse sur le thème «La CEQ et Québec imposent un lock-out au théâtre et à la musique». Le rendez-vous est donné à la Maison Théâtre, le TNM des jeunes, particulièrement touché par la grève du zèle des enseignants.

Le milieu du théâtre, comme d'autres, se plaint aussi de plus en plus ouvertement du gel persistant des budgets consacrés par Québec aux arts et à la culture. L'enveloppe annuelle du Conseil des arts du Canada a été augmentée de 25 millions par Ottawa en 1998, tandis que celle du Conseil des arts et des lettres du Québec fait du surplace, ou presque, depuis sa création. «Il y a un essoufflement généralisé, après une décennie de stagnation budgétaire», reconnaissait d'ailleurs la présidente de l'organisme dans une entrevue accordée au Devoir à la fin de l'été.

Ce qui rend d'autant plus choquant le report à l'an prochain des audiences de la Commission de la culture. Le CQT, comme d'autres groupes de pression, aurait bien aimé demander des comptes au gouvernement, gardien auto-proclamé de la société distincte.

Et puis, il y a cette pathétique histoire d'Emploi-Québec et de ses effets jusqu'au cœur du «beau milieu». Une enquête menée au cours des dernières semaines par le CQT a démontré que «comparativement à l'an dernier, les organismes de théâtre ont reçu la moitié des octrois en terme de programme d'emploi, et ce, malgré le fait que 37 % des répondants aient renoncé à faire de nouvelles demandes depuis avril 1999», selon un communiqué émis la semaine dernière. Le CQT a contacté 41 compagnies ou organismes en septembre et octobre.

Il faut savoir que les plus petites compagnies théâtrales utilisent depuis des années les programmes d'aide à l'embauche. Une étude menée en 1996-1997 révélait par exemple que le tiers des compagnies avaient recours à des programmes d'emploi (49 postes) pour la mise en marché des spectacles, notamment pour tenir la billetterie.

Or, depuis que Québec a arraché à Ottawa le secteur de la formation professionnelle, l'attribution de postes dans le cadre du programme Subvention salariale ciblé a diminué de 85 %. A peine la moitié des demandes d'aide formulées par les théâtres dans le cadre des différents programmes (Fonds de lutte contre la pauvreté, Plan social de développement de compétence et le programme Extra), ont pu être appuyées. Des décennies de «revendications traditionnelles» du Québec pour en arriver là en quelques mois. Amenez-en des «conditions gagnantes»...

«La situation est vraiment tragique pour certaines compagnies», commente Carl Allen, porte-parole du CQT, qui situe cette nouvelle tuile dans le contexte plus large des problèmes affectant présentement le milieu culturel. «C'est la crise de tout bord, tout côté. Ça va mal: rien ne dé-

bouche du côté des mesures d'employabilité; c'est la catastrophe du côté du public scolaire; et le financement ne bouge pas. La situation est très difficile pour nous en ce moment.»

Le CQT a rencontré le ministre de la Culture il y a deux semaines pour discuter de certains aspects de cette situation critique. Il a été impossible d'obtenir un commentaire hier du bureau d'Agnès Maltais.

Encore l'Académie

Une dernière note au sujet de la pub de l'Académie québécoise du théâtre utilisant le visage de Jean-Louis Millette sous le slogan «Venez vivre le théâtre». Contrairement à ce que déclarait le directeur de l'Académie Jean-Léon Rondeau au Devoir il y a deux semaines, son bureau n'a pas consulté la famille du comédien décédé avant de lancer cette campagne douteuse.

«[...] Je tiens à vous exprimer [...] mon immense regret de constater que l'Académie québécoise du théâtre a omis de vous consulter à propos de la diffusion de la carte postale montrant le regretté Jean-Louis Millette quelques jours à peine après son décès», écrit M. Rondeau à la sœur du comédien, Françoise Espie-Bourseau. Le directeur a lui-même fait parvenir au Devoir une copie de cette lettre d'excuses datée du 20 octobre. «Je veux qu'il soit bien clair que [...] Le Devoir [...] m'a cité de façon tout à fait exacte, poursuit la lettre. [...] Je comprends à quel point vous avez pu être heurtée d'apprendre cette méprise par la voix des journaux et je ne puis que m'en excuser.»

La faute proviendrait d'une erreur de bonne foi: M. Rondeau était persuadé que son bureau avait consulté la famille de Jean-Louis Millette. Il ne s'excuse toutefois pas pour le fond de l'affaire, autour de la pub. «Pour ma part, conclut le directeur général de l'Académie, sachant que vous auriez donné votre consentement à ce que l'image de votre frère soit associée à une campagne de promotion du théâtre — qui était toute sa vie —, j'estime que nous n'avons pas commis d'erreur, du moins à cet égard.»

Encore Hamlet

Le Hamlet d'Alexandre Marine reprend du service à compter de demain, à La Licorne, de Montréal. Ce spectacle n'a reçu que des éloges à sa création l'an dernier et il vient de recevoir le prix de la meilleure production de la dernière saison décerné par l'Association des critiques de théâtre du Québec. On réserve au (514) 523-2246.

Encore Vinaver

Les finissants de l'École nationale de théâtre du Canada présentent L'Émission de télévision, de Michel Vinaver à compter de ce soir, à la Salle Ludger-Duvernay du Monument-national. La production, à l'affiche jusqu'à dimanche, a été dirigée par André Brassard. Les représentations ont lieu jusqu'à samedi, à 20h, et dimanche, à 15h. Les billets sont en vente (5 \$) au Monument-national, 1182, boul. Saint-Laurent. Et il est également possible de réserver ses places par téléphone, au (514) 871-2224.

Encore Persona

Ushuaia, c'est le titre du nouveau spectacle de la compagnie Persona Théâtre, autour d'un texte d'Eric Jean, qui a dirigé aussi la mise en scène. La production prend l'affiche à la Salle Fred-Barry, à Montréal, vendredi, à 19h30. Persona Théâtre a donné Une livre de chair, du même Eric Jean, au même endroit, l'an dernier. On réserve au (514) 253-8974.

LIVRES

Le Robert-Cliche à Guy Moreau

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Le prix Robert-Cliche du premier roman a été décerné hier à Guy Moreau, pour L'Amour Mallarmé, une œuvre qui décrit l'amour inaccessible d'un adolescent de 17 ans.

Les cinq membres du jury, présidé par l'écrivaine Arlette Cousture, ont choisi cette œuvre à l'unanimité. Une mention spéciale a également été accordée à Danielle Dussault, pour un roman dont le titre provisoire est La Fibre de l'amante.

64 manuscrits ont été soumis à l'analyse pour le prix Robert-Cliche de cette année. Ces manuscrits sont lus par les lecteurs habituels de la maison d'édition VLB, qui ont sélectionné cinq finalistes, dont les œuvres ont été soumises au jury.

Le lauréat, Guy Moreau, a séduit le jury par son ton. Les membres du jury disent de l'œuvre que c'est «un pur délice, plein d'ironie fine, de jeux de mots amusants, de clins d'œil littéraires et d'images fortes».

Membre permanent du jury, Jean-Yves Soucy, écrivain et directeur littéraire chez VLB, souligne que le livre est écrit dans une langue très orale, ce qui, dit-il, ne fera peut-être pas l'unanimité chez les critiques.

L'histoire se déroule dans la bouche d'un narrateur de 24 ans, qui raconte une histoire d'amour survenue alors qu'il avait 17 ans. Le roman devrait donc séduire un lectorat jeune. Le héros a cette attitude de la jeunesse qui oscille entre le tout ou rien, dit M. Soucy. C'est un homme fragile et vulnérable, qui manque de confiance en lui, ce qui aurait séduit les lectrices du jury.

Un amour frustré

Guy Moreau, qui travaille à l'usine Domtar de Windsor, avait déjà publié une histoire de sa ville, un ouvrage qu'il a mis six ans à rédiger. A force de patience, l'ambition de devenir écrivain, autrefois très lointaine, a tranquillement pris forme.

«J'ai changé beaucoup de choses, dit-il. Le premier jet, cela ne ressemble pas du tout à ce qui a été présenté publiquement. J'ai dû raffiner les faits bruts. Ce qu'il manquait, c'était le ton. S'il y a quelque chose que les gens vont trouver original, cela va être le ton.»

Écrit à la première personne du singulier, le roman raconte l'amour frustré d'un adolescent pour une femme qui en aime un autre. «Il ne peut rien dire à Sofia de sa passion tellement il se sent gauche, laid, pauvre et sans avenir. Son été sera à la fois paradisiaque et infernal...», écrit la maison d'édition dans un communiqué.

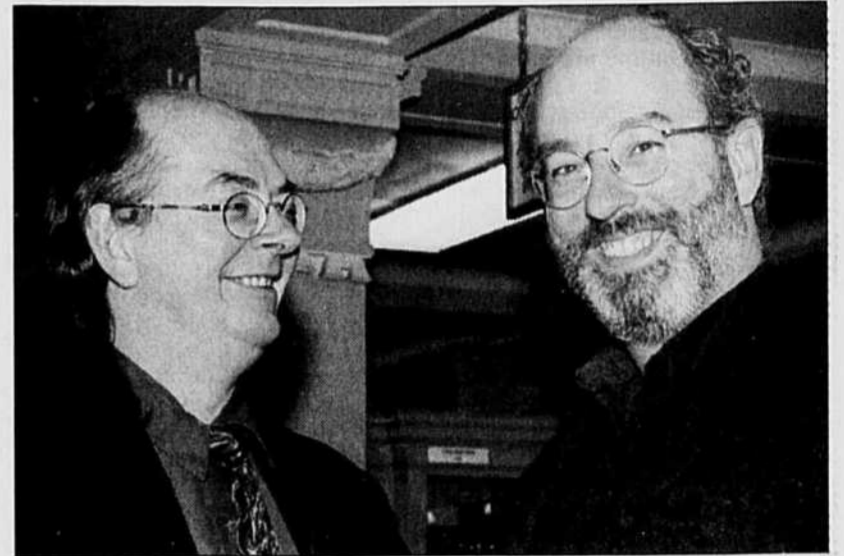
M. Moreau dit d'ailleurs qu'il se mettra tout de suite à la rédaction d'un prochain roman, qui portera sur le thème de la mort.

Le gagnant du prix Robert Cliche reçoit une bourse de 5000 \$ et son roman est publié chez VLB. Le prix est parrainé par la Centrale de l'Enseignement du Québec et Québec Loisirs. Outre Arlette Cousture et Jean-Yves Soucy, le jury était composé de François Gravel, Lise Tremblay et Daniel Roger.

Le prix Robert-Cliche, qui existe depuis 21 ans, a connu des hauts et des bas depuis sa fondation, liés entre autres à la diversité de la qualité des manuscrits soumis. Il y eut même des années où le prix, qui récompense un premier roman, n'a pas été décerné. Depuis quelques années, les éditions Sogides ont tenté de lui redonner ses lettres de noblesse.

Par contre, il a aussi honoré des écrivains qui se sont affirmés par la suite. Mentionnons les Madeleine Monette, (1980), Robert Lalonde (1981), Christine Brouillet (1982), et plus récemment Jacques Desautels (1993) et Michel Desautels (1998).

Hier soir, Pauline Marois, ministre de la Santé et Jacques Parizeau, ancien premier ministre du Québec, assistaient à la cérémonie qui se déroulait à la Bibliothèque nationale du Québec, rue Saint-Denis, à Montréal.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
L'éditeur Pierre Graveline en compagnie du lauréat, Guy Moreau.

Aznavour

en entrevue

Avec Paul Arcand ce matin dès 9 h

L'information

CKAC 730

RADIO MÉDIA

La radio de l'information

www.ckac.com

MÉDIAS

Le numérique est là !

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Les auditeurs ne seront qu'une poignée à l'écoute mais on fonce quand même: un groupe de radiodiffuseurs publics et privés lancent officiellement ce matin la radio numérique au pays, dans trois villes soit Vancouver, Toronto et Montréal.

Le lancement a lieu à Montréal dans le cadre du congrès annuel de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR). Dans la région montréalaise les neuf stations pionnières sont CITE Rock Déteinte, CKMF Radio-Energie, CKAC, CHOM, CKGM, les deux chaînes francophones de Radio-Canada (Première Chaîne et Chaîne culturelle) et les deux chaînes anglophones de CBC (Radio One et Radio Two).

Au total ce sont 34 postes de radio qui se lancent dans l'aventure au Canada, neuf à Montréal, 19 à Toronto et 14 à Vancouver. Une deuxième phase d'implantation est prévue l'année prochaine dans une série d'autres villes, dont Québec.

Pour capter le signal numérique il faut se procurer un récepteur numérique, censé garantir une qualité sonore exceptionnelle et une réception d'une stabilité sans faille. Si on ne possède pas ce récepteur on peut écouter sa station préférée comme à l'habitude.

Alors qu'en Angleterre on compte actuellement 50 000 récepteurs numériques en circulation (la diffusion a commencé il y a un an) de tels récepteurs sont rarissimes au Québec et au Canada puisqu'on commence tout juste à les vendre. Dans la région montréalaise dix détaillants annonçaient hier la mise en vente des appareils, à Montréal Laval, Dorval, Repentigny, Saint-Hubert. Ces appareils sont surtout vendus pour l'automobile et quatre fabricants proposent leurs produits (Arcam, Pioneer, Clarion et Kenwood). Ces appareils se vendent autour de 800 \$ mais tout le monde prédit une chute rapide des prix l'année prochaine.

Les radiodiffuseurs sont convaincus

que le marché du numérique prendra une très grande expansion au cours des prochaines années mais personne n'avance de chiffres trop précis.

Une grande interrogation subsiste: les radiodiffuseurs canadiens se sont entendus pour adopter le même format technique que les Européens, soit la technologie Eureka, alors qu'aux États-Unis, où la radio numérique n'est pas encore diffusée, la technologie adoptée est différente. Le vice-président à la radio française de de Radio-Canada, Sylvain Lafrance, a soutenu hier que «les Américains vont finir par adopter une technologie compatible avec la nôtre».

L'auditeur qui écouterait la radio numérique obtiendrait la même programmation que l'auditeur traditionnel en mode analogique mais Radio-Canada annonçait hier que dès cette semaine une nouvelle émission sera diffusée tous les jours de 14h à 15h, animée et réalisée par Bruno Guglielminetti, captée exclusivement en mode numérique. Cette émission a justement pour but d'explorer les capacités techniques du numérique.

De plus en plus

Ce congrès de l'ACR est également l'occasion de discuter pendant deux jours d'un grand plan d'action, «Conceptfutur», un guide qui recense les grands enjeux auxquels feront face les radiodiffuseurs et télédiffuseurs d'ici 10 ans. Ce plan d'action prédit entre autres que d'ici cinq ans les chaînes de télévision spécialisées dépasseront les chaînes conventionnelles au Canada, en terme d'auditoire.

Non seulement les télédiffuseurs devront s'adapter à cette réalité mais l'ACR prédit que d'ici cinq ans pas moins de douze nouveaux services ou appareils numériques s'affrontent — radio numérique, télé numérique, MP3 pour la musique, dispositifs pour joindre l'ordinateur à la télévision —, rien pour aider le consommateur. L'ACR ajoute que c'est après 2005 que les nouveaux modèles de consommation se stabiliseront.

SPORTS VISITES CROISIÈRES MUSÉES RÉCRÉATION CINÉMA CONCERTS

LA CARTE QUI VOUS PERMET D'ALLER AU MUSÉE MAIS QUI VOUS DÉFEND DE PAYER CHER.

Surveillez notre annonce, samedi prochain, dans l'Agenda culturel. Profitez d'une année de loisirs à rabais. Plus de 80 activités avec la carte Accès Montréal.

La carte Accès Montréal, seulement 5 \$, seulement pour les Montréalais et Montréalaises. Renseignez-vous au 87-ACCÈS, #610 ou procurez-vous le dépliant à votre bureau Accès Montréal ou à votre bibliothèque de quartier. www.ville.montreal.qc.ca/cam

RESSOURCEMENT PERSONNEL SALONS EXPOSITIONS FESTIVALS